Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 43 *New York : Tel : (718) 812-2820; • **Montréal** (514) 321-6434; • **Port-au-Prince**: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* **2 - 9 novembre 2022**

LA MAFIA HAÏTIENNE A-T-ELLE FRAPPÉ ENCORE ?

L'assassinat d'Éric Jean-Baptiste : Un message clair

Ti-Makak s'auto-accuse au profit de puissants millionnaires...

Par Léo Joseph

Les conjectures évoquées autour du dernier assassinat spectaculaire qu'a connu Haïti commencent à se préciser. En dépit des déclarations du chef de gang de Laboule 12, s'auto-accusant de ce crime, des milieux policiers haïtiens attirent l'attention sur une coalition politico-millionnaire pour expliquer le forfait du vendredi soir (28 octobre). Ces sources font croire qu'Éric Jean-Baptiste aurait été victime d'une exécution orchestrée par le tandem Bigio-Lamothe, dans le cadre d'activités illicites dont la promotion rapporte des millions ramassés à la pelle. Il y a quand même matière à réflexion, histoire de savoir si le chef de gang Ti-Makak aurait perpétré cet acte, sur commande expresse, ou bien s'il a décidé d'agir sur simples dénonciations faites par des secteurs mafieux dont il serait proche.

Il semble que les premières impressions présentées sur ce crime attirant l'attention sur les dernières déclarations de la victime sur les dilapidateurs du Fonds PetroCaribe ne soient pas les principales raisons derrière son exécution de cet hommes d'affaires, chef de parti et ancien candidat à la présidence d'Haïti. Selon des informations, dont la

Éric Jean-Baptiste, plus qu'un politicien et homme d'affaires,.

crédibilité est établie, avant d'être confirmée par des « *experts* », les malfrats dirigés par Carlo Petit-Homme, alias Ti-Makak, passés pour les exécutants de cet assassinat n'ont aucune idée pourquoi ils ont été embauchés pour cette sale besogne.

Il reste à instruire complètement ce dossier, afin d'en établir les tournants et aboutissants, une tâche qui sera un peu compliqué, le patron de « *Père Éternel Loterie* » n'étant plus disponible pour donner sa version des faits. Mais, les informations disponibles font de lui une victime de représailles du tandem Lamothe-

Laurent Lamothe, allié financier des Bigio, accusé dans l'assassinat d'Eric Jean-Baptiste.

Bigio lui imputant la perte de marchandises importées illégalement, évaluées à des dizaines de USD millions $, qui ont été saisies au Port Lafito.

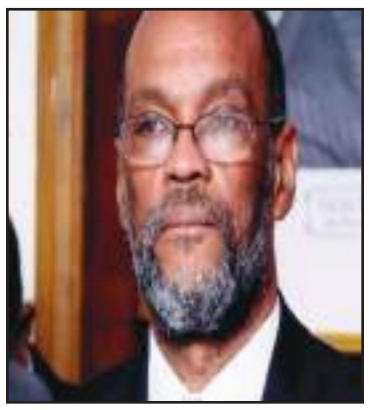
Bien que le montant exact des importations ne soit pas connu, des sources douanières parlent

Suite en page 3

LES AGENTS DE L'INSÉCURITÉ TOUJOURS À L'ŒUVRE

Les vols internationaux risquent d'éviter le ciel d'Haïti

Le déploiement d'une force militaire internationale dans l'impasse



Ariel Henry, il faut entendre encore l'arrivée des militaires étrangers.

Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères du Canada.

Par Léo Joseph

Au moment où continuent les tractations, les négociations et les déplacements des pays engagés dans la recherche d'une solution, pour répondre à la demande du Premier ministre de facto d'Haïti relative à une intervention militaire étrangère au pays, afin, surtout, de mettre les gangs armés hors d'état de nuire, et de rétablir les conditions nécessaires au fonctionnement normal de la

Suite en page 2

CONSPIRATION D'ASSASSINAT DE JOVENEL MOISE

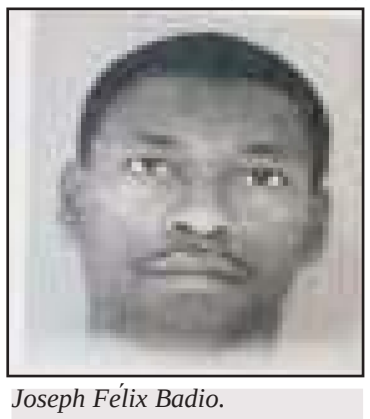
Félix Joseph Badio agit-il par personne interposée ?

Nouvelle stratégie des comploteurs et leurs associés...

Par Léo Joseph

Alors qu'a été lancée la rumeur, provenant de l'entourage du Premier ministre de facto, faisant état de l'assassinat de Félix Joseph Badio, le principal accusé dans la conspiration ayant provoqué le meurtre brutal du président de facto Jovenel Moïse, en cavale, fait l'actualité. Ignorant totalement l'accusation dont il est l'objet, il est parti en guerre contre des journalistes et un défenseur des droits humains, allant jusqu'à lancer une poursuite en justice contre eux. Cette initiative pernicieuse porte en elle le renforcement des suspicions qui pèsent sur tous les individus dont les noms sont cités dans ce crime, y compris celui nommé à la tête de l'administration du pays par le CORE Group et le Bureau intégré des Nations Unies (BINUH) se faisant les exécutants de la politique des

Ariel Henry



Joseph Félix Badio.

Suite en page 4

HAPPENINGS!

The assassination of Eric Jean-Baptiste, a wake-up Call

Éric Jean-Baptiste

By Raymond A. Joseph

In Haiti where terror, in all its forms, dominates these days, the assassination of Eric Jean-Baptiste is a big shock, the repercussions of which will long be felt.

Mr. Jean-Baptiste was cut down last Friday evening, October 28, by the weapons of heavily armed individuals, who are said to be of the *Ti Makak* (Monkey Minor) gang, in Laboule 12, an upscale neighborhood in the mountains above the swanky

Continued on page 7

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 2

LES AGENTS DE L'INSÉCURITÉ TOUJOURS À L'ŒUVRE

Les vols internationaux risquent d'éviter le ciel d'Haïti

Le déploiement d'une force militaire internationale dans l'impasse

Suite de la page 1

société, la situation sécuritaire s'est encore détériorée. Depuis qu'a été lancé le débat, autour du déploiement ou non, de cette force spéciale, l'isolement d'Haïti semble avancer dans le sens d'une situation catastrophique. Il semble que la prochaine mauvaise nouvelle attendue soit la suspension des vols internationaux à destination des aéroports haïtiens.

En effet, le bruit des bottes, dont les échos parviennent depuis que le secrétaire général des Nations Unie, Antonio Gutterres, a annoncé avoir reçu une requête du Premier ministre de fait Ariel Henry pour que soient envoyée une force spéciale pour aider à la reprise du train normal des activités. Il s'agit d'un SOS lancé à la communauté internationale, suite au retour du choléra, la dernière étape d'une crise humanitaire entraînée par l'indisponibilité du carburant dans les pompes. Cette situation est imputable à la prise du contrôle de l'accès des camions citernes aux centres d'approvisionnement de produits pétroliers, mais surtout le blocage de l'entrée au Terminal Varreux, de loin le plus gros centre de stockage d'essence en Haïti.

En raison de l'indisponibilité de la gazoline, dont la distribution est prise en otage par les criminels armés, en sus des manifestations anti-gouvernementales ayant cours, depuis déjà plus de deux mois, les hôpitaux, centres hospitaliers et autres institutions dispensatrices de soins médicaux et sanitaires, les patients, en générale ne peuvent pas bénéficier des soins dont ils ont besoin. Il en est de même pour toutes les entreprises et instituons ayant besoin de carburant pour fonctionner.

Après l'annulation de l'exportation de mangues, l'arrêt des vols internationaux devient possible

Les activités des bandits armés devenues plus intenses, aux abords de l'Aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, mettant en péril la sécurité des employés et techniciens de différentes compétences affectées au fonctionnement régulier des vols internationaux, le personnel dédié à ces travaux se sent de plus en plus menacés. Après avoir appelé aux autorités de renforcer la sécurité aux approches de l'aéroport, les aiguilleurs du ciel craignaient qu'ils ne soient pris pour cibles par les malfrats.

L'attaque, dont a été victime un aiguilleur du ciel, c'est-à-dire un contrôleur de la navigation aérienne, qui a essuyé un projectile, à la jambe, samedi dernier,

Antony Blinken, secrétaire d'État américain.

donne la frousse aux membres du personnel de cette catégorie, ainsi qu'à tous les employés affectés à l'aéroport international.

En effet, un tel incident suscite une grande menace sur la sécurité de l'espace aérien d'Haïti, par rapport au syndicat de ces techniciens. Ce syndicat, la « *Fédération internationale de l'Association de contrôleurs de trafic aériens* » (sigle anglais IFATCA), qui compte 50 000 membres dans 133 pays, à l'échelle mondiale, ont une grande influence et sont capables d'imposer une cessation de leur opération, au cas où la sécurité des techniciens serait jugée trop dangereuse.

C'est donc dans cet ordre d'idées que l'IFATCA a adressé une lettre à l'Office national de l'aviation civile (OFNAC), l'instance haïtienne ayant cette responsabilité. Exprimant ses vives préoccupations, en raison des actes dont avaient été victimes d'autres travailleurs, l'IFATCA a attiré l'attention de ces autorités sur la nécessité de veiller à la bonne sécurité de l'aire de l'aéroport.

En effet, IFATCA dit avoir demandé à OFNAC « *de porter une meilleure attention à la sûreté et à la sécurité des professionnels du contrôle du trafic aérien et du système aéronautique en Haïti, notre demande est restée sans réponse* ».

Par ailleurs, rappelant que les contrôleurs aériens représentent une catégorie essentielle dans la chaîne de trafic aérien, l'IFATCA souligne que « *La santé et le bien-être de cette main-d'œuvre essentielle nous préoccupent au plus haut point, c'est pourquoi un dialogue approprié doit se tenir avec les responsables de l'Aviation civile haïtienne au sujet de leur sécurité* ».

Mise en garde de l'IFATCA

Dans l'éventualité d'un arrêt de travail des membres de l'IFATCA, cette organisation a jugé opportun de lancer une mise en garde à l'attention des décideurs de l'OFNAC en ces termes : «*Permettre à d'anciens contrôleurs de la circulation aérienne, qui ne sont pas qualifiés, notés, licenciés ou certifiés d'occuper des postes de contrôle de la circulation aérienne pose des problèmes pour la sécurité du trafic aérien en Haïti* ».

Il y a de fortes chances que ces préoccupations exprimées par l'IFATCA ayant pour cause l'in-

Suite en page 14

VOTEZ LORS DES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE 2022
AIDEZ À ORIENTER L'AVENIR DE LA VILLE DE NEW YORK
Grâce aux contributions de communautés de toute la ville,
la Commission pour la justice raciale a proposé trois questions pour le scrutin.
RETOURNEZ VOTRE BULLETIN POUR VOTER OUI OU NON
- Ajout d'une déclaration de valeurs pour orienter le gouvernement
- Établissement d'un bureau, d'un plan et d'une commission pour l'équité raciale
- Mesure du coût réel de la vie
Vote anticipé : 29 OCTOBRE | Jour des élections : 8 NOVEMBRE
Pour en savoir plus sur les questions, consultez NYC.gov/racialjustice
NYC Racial Justice Commission

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 3

LA MAFIA HAÏTIENNE A-T-ELLE FRAPPÉ ENCORE ?

L'assassinat d'Éric Jean-Baptiste : Un message clair

Ti-Makak s'auto-accuse au profit de puissants millionnaires...

Suite de la page 1

nt d'au moins USD 25 millions $. En tout cas, ces pertes seraient si énormes qu'elles auraient, dit-on, suscité la colère des deux hommes, qui auraient décidé d'envoyer un « *message clair* » à toute autre personne qui aurait la velléité de se comporter comme Jean-Baptiste.

Baussan accusé, le tandem Bidio-Lamothe impliqué

L'assassinat crapuleux de ce citoyen et d'un patriote dont la vie exemplaire fait l'unanimité dans tous les secteurs du pays, a vite déclenché les enquêtes personnelles, par rapport à l'origine de ce crime. Dans la foulée de la dénonciation d'un journaliste accusant Édouard Baussan, actionnaire de la Unibank, d'avoir proféré des menaces de mort, à son encontre, ce dernier a été mis en cause dans le meurtre de M. Jean-Baptiste. Mais le projecteur a vite changé de direction, se concentrant sur l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe et le patron du Groupe Bigio. Aussi, les relations de proximité ayant existé entre ces deux entités, dans le détournement des USD millions du Fonds Petro-Cairbe, dont de fortes sommes ont atterri dans des banques offshore, au Panama, sur des comptes appartenant à Bigio et Lamothe, piquent-elles la curiosité de plus d'un. Surtout que l'identité de ces deux ont été signalées dans les « *Panama Papers* ».

Le crime perpétré sur la personne d'Éric Jean-Baptiste a mobilisé toutes les ressources, en matière d'enquêtes et d'investigations. Aussi, passées les premiers moments d'incertitudes, de conjectures mêlées de fortes émotions, des informations plus fiables commencent à émerger. En attendant que soient réunies toutes les données relatives à cet assassinat, il est opportun de concentrer les efforts sur les activités au Port Lafito, infrastructures financées avec les profits provenant du brut vénézuélien, curieusement sous le régime de Michel Martelly, quand Laurent Lamothe était Premier ministre. Il semble que ce partenariat Bigio-Lamothe ait été ébauché avant que l'ex-Premier ministre n'ait été mis à pied par Martelly, une association d'affaires dont les bénéfices se sont révélés immenses, par la suite.

Le clan Martelly contre le clan Lamothe

Selon toute vraisemblance, l'inimitié qu'on dit exister entre Michel Martelly et Laurent Lamothe ne serait pas un mythe. Alors que le groupe mafieux installé au Port Lafito est représenté par Laurent Lamothe et les Bigio, Michel Martelly et Édouard Baussan contrôlent le port de Port-au-Prince (Apn). Mais aucune certitude que celui-ci soit à l'origine du malheur dont Jean-Baptiste est victime.

Jean Monsanto Petit, dit Toto Borlette, concurent et voisin d'Éric Jean-Baptiste.

Selon des informations fiables, Laurent Lamothe, par le truchement du Port Lafito, a introduit beaucoup de marchandises illégales, notamment des armes et munitions destinées aux gangs armés. Cela veut dire que, suite à une enquête sérieuse, il serait (ainsi que ses associés) passible des sanctions agitées par la communauté internationale, en guise de punitions à imposer à ceux qui équipent les bandits en armes et munitions.

Éric Jean-Baptiste engagé dans un commerce dangereux

On savait qu'Éric Jean-Baptiste était aussi impliqué dans le commerce des changes, mais on n'avait aucune idée du contexte dans lequel évoluait ses affaires, dans ce domaine.

En effet, les patrons des banques privées le détestaient, en raison du taux inférieur de l'achat du dollar qu'il vendait, par rapport au coût élevé imposé par les banquiers.

Des sources autorisées ont révélé que Jean-Baptiste blanchissait des avoirs pour Lamothe, ainsi que pour Kiko Saint-Rémy, beau-frère de Michel Martelly, selon toute vraisemblance, pour le compte de ce dernier aussi. En raison de ces transactions, le chef de parti et homme d'affaire entretenait de très bonnes relations avec l'ex-président musicien, font croire des sources proches de ces hommes.

Engagé, lui aussi, dans le commerce illicite d'armes et de munitions, Lamothe et consorts faisaient une concurrence acharnée à son ancien patron et ami, désormais aux antipodes avec lui, depuis qu'il a été éjecté de la primature par Martelly donnant dans le panneau par rapport à l'insistance des Américains. Grâce à son « *tuyau* », au sein de l'administration publique, Éric Jean-Baptiste a été informé du transit, au Port Lafito, de marchandises illicites qu'assurait Lamothe. Aussi ne tardait-il pas à mettre la puce à l'oreille de Sweet Mickey.

Plusieurs cargaisons d'armes saisies à la Douane

Au fort du scandale d'armes et de munitions transitant par la Douane de Port-au-Prince et celle de Port-de-Paix (dans le Nord-ouest), au cours des mois de juillet et d'août, les douaniers ne chaumaient, par rapport au Port Lafito. Aussi, au moment où ils faisaient une « *pêche fructueuse*» à l'Apena, des fouilles systématiques étaient également opérées aux installations portuaires de Bigio. Cela a conduit à la confiscation de nombreuses cargaisons de marchandises illicites (armes, cargaisons et autres), qui étaient transportées dans des dizaines de containers.

Point n'est besoin de dire que ces saisies se traduisaient en des pertes énormes pour Lamothe et Bigio, qui n'ont pas tardé à lancer une enquête, en vue de connaître l'origine de ces fuites qui réduisaient énormément leurs marges de profits.

Selon ces mêmes sources, l'enquête amorcée a conduit tout juste à la porte d'Éric Jean-Baptiste. L'équipe de Port Lafito a fini par déterminer que ce dernier était de mèche avec Ariel Henry et Michel Martelly, de concert avec Édouard Baussan menant campagne contre le Port Lafito, au profit de l'Apn qu'il contrôle.

Carlo Petit-Homme, alias Ti-Makak, assume l'assassinat d'Éric Jean-baptiste, dont il ne seraust pas le commanditaire.

À ce tournant de l'actualité, le tandem Lamothe-Bigio a jugé nécessaire de faire quelque chose. Dans l'immédiat ! Histoire de sauver Port Lafito ! Car au rythme qu'allaient les affaires, les installations portuaires situées au nord de Port-au-Prince courent le risque de faire faillite.

Parmi les quatre individus identifiés comme des ennemis du port de Bigio, il suffit de s'entendre sur le maillon faible de cette chaîne. Pas possible de frapper Baussan, Martelly ou Ariel Henry. Le sort est tombé sur Éric Jean-Baptiste.

Ti-Makak commissionné pour exécuter l'assassinat

« *Client sûr* », pour avoir été appelé, à plusieurs reprises, à exécuter ce genre d'opérations, Carlo Petit-Homme, surnommé Ti-Makak, le patron du gang de Laboule 12, a été commissionné pour exécuter l'assassinat du chef du Regroupement des démocrates nationaux progressistes (RDNP).

Assassin « *patenté* » ayant à son actif des exécutions sommaires, dans son fief de Laboule 12, dont les derniers en date sont celles de quatre policiers qu'il a fait décapiter avant de brûler leurs cadavres, il avait, environ un mois plus tôt fait le même sort à l'ex-sénateur du Sud Yvon Buissereth, Ti-Makak a immédiatement assumé l'assassinat d'Éric Jean-Baptiste.

Dans sa déclaration, après le crime, Ti-Makak a fait savoir que Jean-Baptiste a connu le sort qu'il a eu parce qu'il avait pris parti dans la guerre opposant les oligarques, qui ont envahi la zone qu'il habite et dont de vastes propriétés, qui appartenaient aux paysans, dont sa propre famille, ont été accaparées par des millionnaires qui s'y sont installés. Selon lui, ils ont implanté de somptueuses villas sur ces propriétés, alors que les paysans se confinent dans de minables cahutes ou d'humbles maisons. Pour lui, l'homme d'affaires doublé de politicien, s'était identifié avec Jean Monsanto, propriétaire de Toto Borlette, qui est à l'origine du « *vol* » des terres des paysans, dont il a retiré des millions de dollars de profits en vendant aux bourgeois, réduisant de plus en plus l'espace vivable laissé aux paysans, qui se battent en permanence, en vue de récupérer les propriétés que leur a ravies Toto Borlette.

Quoique puissent dire les rumeurs et les différents intervenants, en sus des rapports d'enquêtes, officielles et privées, sur ce crime, le débat qu'il suscite risque de perdurer. Car, d'un côté comme de l'autre, les acteurs auront beaucoup à dire, et à redire.

L.J.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 4

CONSPIRATION D'ASSASSINAT DE JOVENEL MOISE

Félix Joseph Badio agit-il par personne interposée ?

Nouvelle stratégie des comploteurs et leurs associés...

Suite de la page 1

États-Unis. En attendant que le mystère entourant M. Badio soit élucidé, à la satisfaction de tous, il faut poser la question de savoir si la personne, dont les déclarations fracassantes ont fait la une sur WhatsApp, est bien celle qu'on prétend être Félix Joseph Badio ?

Traitant superficiellement l'action judiciaire de M. Badio (ou de son fantôme ?)), la majorité des observateurs ne semblent pas s'attarder sur l'effronterie d'un fugitif osant entreprendre une telle action, à partir de sa cachette, négligeant d'aller au fond de l'affaire et d'en établir le vrai objectif : convaincre l'opinion publique que ce dernier est bel et bien en vie. Nonobstant les subterfuges mis à profit, pour donner le change, l'évidence, par rapport aux acteurs impliqués dans l'assassinat de Moïse, se confirme. Alors, qui peut, avec certitude, identifier la voix entendue sur la vidéo diffusée via WhatsApp comme étant celle de Badio, suspect numéro un signalé dans le complot, en cavale ? Qui osera prendre la chance de répondre à cette question, sachant qu'il ou elle risque de se faire associer à l'équipe qui fréquentait le fugitif, dans le cadre de la gestation du complot contre la vie du président de facto? Mais les promoteurs de cette vidéo, attribuée au fugitif, doivent faire mieux pour convaincre par rapport à l'authenticité de ce document audio.

Félix Joseph Badio : Dénonciations partout

À l'analyse des déclarations faites par Badio, on serait en droit de se demander s'il a perdu le nord ou bien s'il n'a plus cure de sa sécurité, voire de sa vie. Il semble que tout le monde mette l'accent sur la plainte qu'il a portée contre des journalistes, plutôt que sur les dénonciations qu'il a faites et les menaces qu'il a adressées à l'égard du Premier ministre de facto, Ariel Henry. Mais, ce qui étonne encore plus c'est la révélation de la présence d'un agent d'un service américain, CTU, dans la maison de la famille présidentielle, à Pèlerin 5, ce 7 juillet 2021, au moment où se déroulait la fusillade. Ce qui confirme ses déclarations précédentes. Car, au cours de ses rencontres, avec des collègues conspirateurs, il leur disait que des agents américains seraient « *présents* » au moment de l'assassinat.

Cette dernière déclaration porte à crédibiliser la thèse d'une participation officielle d'État à ce crime. Alors que toute cette mise en scène, la mise en lieu sûr de certains accusés, le maintien d'Ariel Henry aux commandes de l'État haïtien et la protection de la cachette de Badio, a pour motif d'empêcher que des indiscrétions ne soient faites, qui seraient de nature à exposer les « *gros secrets*» entourant l'assassinat de Jovenel Moïse.

Il faut bien comprendre que, dans la gestion de telles initiatives criminelles, les entités qui les pilotent prennent toutes sortes de précautions pour que soient bien protégés de tels secrets. Cela suppose l'engagement d'hommes et de femmes bien rodés à ce genre d'activités, et qui possèdent l'art de garder les secrets. Surtout quand la règle d'or reste la protection des mystères, au risque de perdre sa vie, en cas d'indiscrétion. Surtout quand une révélation indiscrète aide à lever le voile sur des secrets d'État.

Il semble donc que le principal intéressé, Félix Joseph Badio, n'ait pas mesuré le poids des conséquences du volume de ses dénonciations, dès lors mettant en péril le grand secret que tous les acteurs avaient juré de protéger par leurs silence et omission calculée. Dans ce cas, il faudrait se demander quel est le mobile des déclarations sur Ariel Henry et l'agence américaine ?

L'action en justice : Une stratégie irréfléchie

Puisque l'action en justice lancée par Félix Joseph Badio, à l'encontre des journaliste et l'activiste des droits humains Pierre Espérance attire davantage l'attention des observateurs que les autres aspects de cette sortie médiatique, il faut s'y attarder, car elle expose l'incohérence d'une telle stratégie.

En effet, il est opportun de poser la question suivante : quel système judiciaire, dans quel pays, permettrait à un accusé en cavale de porter plainte par-devant cette même juridiction ? Faut-il donc croire que ceux qui ont mis dans la tête du fugitif de lancer cette action médiatique n'ont pas pris le temps d'en analyser les conséquences ? Puisque, d'un côté, les individus visés par la plainte de Badio vont considérer un tel document nul et non avenu, car provenant d'une entité « *non existante* », aux yeux de la Loi. D'autre part, au cas où un juge aurait décrété cette plainte recevable, n'exigerait-il pas que le demandeur se présente, en chair et en os, et non se faire uniquement représenter par son avocat ?

De toute évidence, évoquant cette crise aigüe d'hypertension l'ayant empêché de lancer son action avant cette date, pourquoi n'avait-il pas mis en branle l'action publique contre ses détracteurs, par personnes interposées, comme il vient de le faire ?

Autre chose : une personne dont les activités l'ont mise en contact avec d'autres, dans le cadre d'un projet d'assassinat d'un chef d'État, qui manque de ressources pour soutenir cette action, qu'il a jugé urgente et essentielle, au point de la lancer pendant qu'il se trouve dans le maquis fuyant cette même justice qu'il esquive, n'est-ce pas pure incohérence ?

En tout cas, si toute cette stratégie a été mise en place, par des entités restées anonymes, afin de protéger un secret d'État, pour que des acteurs dénoncés soient arrêtés et gardés en prison, jusqu'à nouvel ordre, alors qu'un autre est investi de pouvoirs assurant son immunité, et l'autre gardé au secret, pourquoi chercher à se défendre contre des accusations jugées injustifiées ?

Cette action, attribuée à Badio, reste tout à fait incompréhensible, eu égard à l'attitudes des autorités. Un citoyen se mettant à couvert, pour échapper à son arrestation lance une contrainte à l'égard d'autres, qu'il accuse de diffamation à son encontre. Le document livré par un huissier semble laisser dans l'indifférence les autorités concernées. Puisque, si ce fugitif est réellement recherché par la Police, pourquoi la justice n'ordonne pas à la Police d'interroger l'huissier afin d'établir l'origine de la sommation en question. Histoire d'identifier la firme d'avocats engagés ou l'avocat se trouvant à l'origine de ce document rédigé à la demande du fugitif.

L'idée des autorités haïtiennes (judiciaires et policières), déjà évoquée, que le pilotage de l'enquête sur la mort de Jovenel Moïse s'effectue à l'étranger, entraînant des mots d'ordre sur la manière de la mener sur le terrain, en Haïti, entre aussi en jeu, dans cette stratégie. Aussi, il y a lieu de croire que l'indifférence de la Police et de la Justice haïtiennes affichée dans ce dernier épisode s'inspire d'une autre intervention exogène.

Finalement, on peut conclure que cette action entreprise par ce Félix Joseph Badio n'a pas sa raison d'être. En tout cas, elle ne vise, réellement pas, à laver ce dernier des accusations dont il est l'objet. Mais s'il est sincère, quand il prétend vouloir se présenter devant son juge naturel, il gagnera à entériner cette promesse. Ainsi il aidera aussi à faire avancer l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse, qui bat de l'aile, parce que des individus accusés, tel que lui-même, et le Premier Ministre, se dérobent, faisant ainsi reculer le jour de la proclamation de la justice pour tous.

L.J.

MOVING SALE:

CRYSTAL D'ARQUES WINE AND WATER GLASSES (COMPLETE SET OF 10)
UNIQUE NAVY BLUE STOCKABLE STONEWARE COMPLETE DINNING SET FOR 10– FROM OVEN TO TABLE + COMPLEMENTORY ACCESSORIES IN NAVY BLUE AND WHITE
CAKE MOLDS IN VARIOUS SHAPES AND SIZES
20 YEARS OLD UPRIGHT GRAND PIANO (56"X24") IN EXCELLENT CONDITION
PRO-FORM- XP 550 (62"X34") TREADMILL IN EXCELLENT CONDITION
MISCELLANEOUS ITEMS FOR HOME
PLEASE CALL: 845-359-1718 FOR MORE DETAILED INFORMATION AND LEAVE A MESSAGE.

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 5

LE COIN DU POÈTE

Archipel des douleurs Au poète Max Freesney

Poème de Saint-John Kauss

Toutes ces vagues anarchées
le temps d'une brève consolation de paix
Tous ces oiseaux qui marchent dans les villes de La Floride
Orlando la belle au bois vomissant réfugiés et colorés des Antilles
Cachés entre les lacs artificiels de pleine lune,
Mes vues et dits de l'ami des maux de mes mots stylés à l'encolure des rasades de bière,
O grammairiens O poètes casqués dans la douleur
d'une femme dédoublée par rédemption,
Nous avons vécu des forces centrifuges/centripètes de la rosée sans gouverneur
Ni sections habitant le rêve du paysan affamé
Nous avons visité rues/cavernes/crèches de filles sans souci
De traverser le temps et les champs de fleurs grandes comme deux gouttes d'homme,
O filles dénaturées dans l'obligation de tout dire
Et de tout faire l'amour aux célébrés.
O Cuba ma seconde île,
Havane des peines de ce peuple mort du 12 janvier à l'improviste,
O gens de sangs mêlés après Brésil ! O musiciens O danseurs !

Saint-John Kauss
Gatineau – Ottawa,
31/01/2022

HAÏTI-RELIGION

Le Père Luc Philogène est encore vivant, et bien vivant !

Reportage : Lyonel D. Desmarattes*

Comment rendrai-je au Seigneur tout le bien qu'Il m'a fait ? (Ps. 116,12).
Un miracle parfait et même plus-que-parfait… du genre de ceux dont le Christ seul était, est et sera capable. Comme à Béthanie, le pays de Marie et de Marthe, le Seigneur l'a refait pour le bénéfice de celui dont nous parlons ici, le ***Père Luc Philogène,*** Chapelain de la communauté catholique haïtienne dans la zone métropolitaine de Washington D.C. où, voilà quelques années déjà, il dirige de front et avec un admirable courage la communauté catholique de la capitale fédérale : L'Église Sacré-Cœur, la Paroisse Notre Dame des Douleurs à Takoma Park, dans la banlieue nord de Washington, et celle de La Sainte Camélus, à Silver Spring, dans le Maryland. Oui, Père Luc, comme l'appelle monsieur tout le monde dans son entourage immédiat, est encore vivant et bien vivant; et les fidèles des églises précitées et d'ailleurs ont rendu et continuent de rendre grâce et hommage au Seigneur pour avoir gratifié leur cher guide spirituel du miracle de la vie.

Le 9 février dernier, Père Luc a été admis à *Washington Hospital Center* où il allait passer 22 jours. Il est rentré chez lui avec un IV qu'il devait prendre 24/7. Le 1er juin il a été à l'hôpital pour des examens de routine et le médecin, l'ayant admis d'urgence, a décidé de le garder en soins intensifs. Il fallait trouver un cœur. Le temps passe vite, et même trop vite, pour que soit trouvé, à temps, un cœur sain qui aurait laissé un corps inanimé, un corps sans vie, un corps mort, pour être enlevé de la masse physique de son propriétaire initial et transféré dans le corps du prêtre déjà resigné à son sort, stoïque comme quelqu'un qui est guidé par une foi inébranlable en l'Être Suprême, en Dieu.

Les membres du clergé rassemblés pour la circonstance, avec le Père Luc Philogène, au centre, le bras gauche levé.

Le 24 juin, fête du Sacré Cœur de Jésus, le miracle est accompli. La nouvelle a été rendue publique le 25 juin, jour de la fête du Cœur Immaculée de Marie. L'intervention chirurgicale, une des plus délicates — la plus délicate de toutes — une transplantation cardiaque a eu lieu dans la nuit du 26 au 27 juin, date de la fête de Notre Dame du Perpétuel Secours, patronne d'Haïti et de la promotion du Père Luc.

« *Et le juste vivra par la foi* », nous dit le Seigneur dans Habacuc 2, verset 4, un verset repris plusieurs fois par l'Apôtre Paul dans ses épitres aux nouveaux convertis (Exemple : Romains 1, versets 16 et 17).

L'attente n'a pas été longue, car Père Luc a été mis sur la liste d'attente le 16 juin, et le 24, déjà un cœur a été trouvé. Le Seigneur a fait le miracle dans sa vie. Mais c'est le temps pour que le patient prouve à son Créateur, à ses parents, ses amis et surtout à ses confrères prêtres, que sa foi en Dieu est solide et peut surmonter toutes les épreuves possibles et imaginables, y compris celle de la mort même. L'homme est toujours pressé, avons-nous appris depuis Moïse, et veut précipiter les résultats positifs qui servent ses souhaits et ses desiderata; ses priorités sont les plus urgentes de toutes, sans considération pour le planning de l'exécution de la volonté expresse ou permissive de Dieu en sa faveur. Mais, combien de fois et dans combien de cas spéciaux le chrétien n'a-t-il pas fait l'expérience qui nous enseigne que « *le temps des hommes n'est pas le temps de Dieu* »? Combien de fois, si Le Maître était physiquement parmi nous sur la terre, n'eût-Il pas fait référence à notre impatience coupable et honteuse avec ces paroles : « *Gens de peu de foi* » ?

En apprenant l'hospitalisation de son frère et surtout l'état physique et anatomique dans lequel il se trouvait, le Père Pierre-Marie France, curé de la Paroisse de Marie Vierge Reine de Bonnay Dugal, zone Quartier Morin, près du Cap-Haïtien, n'avait pas cessé de déclarer et de répéter à qui voulait l'entendre : « *Si Père Luc a un problème, je serai dans le premier avion qui laissera Haïti. Père Luc est mon frère* ».

Et de juin à octobre de cette année, le Père Pierre Marie aura fait, quatre fois, le voyage Haïti-Washington, pour suivre personnellement l'évolution de l'état de son frère Luc. Il était trop préoccupé, trop angoissé, trop stressé, l'on dira, pour attendre passivement les nouvelles de Washington, malgré la vitesse avec laquelle il les recevait. Bien que lui et le malade se parlent tous les jours, le curé de Bonnay Dugal sentait qu'il lui manquait l'information qui, minute par minute, eût fait état des péripéties quotidiennes, actuelles et immédiatement disponibles par lesquelles passait son confrère bien-aimé et dont disposaient seuls ceux qui étaient près de lui, à Washington.

Une cérémonie d'actions de grâce de midi à minuit
La quatrième fois que le Père Pierre Marie était rentré aux USA depuis le commencement de l'été, c'était pour participer justement à cette longue cérémonie d'actions de grâce qui dura 12 heures — midi-minuit — le samedi 1er octobre 2022, à la Basilique du Sacré-Cœur de Washington D.C., où leaders religieux (prêtres d'Haïti, du Canada et de différents diocèses des États-Unis et d'ailleurs dans la Diaspora), fidèles, parents, amis et sympathisants venus de tous les horizons s'étaient rassemblés pour prier, chanter, danser, sourire et rire dans l'unité et en concert pour remercier Dieu pour le miracle de la vie qu'Il avait opéré pour permettre que Le Père Luc puisse retourner à l'existence et continuer, avec plus de force, plus d'ardeur et de fermeté, sa mission évangélique doctrinale et pastorale au milieu du peuple chrétien catholique du District de Columbia, du Maryland et de la partie nord de l'État de Virginie.

«*…avec plus de force, plus d'ardeur, plus de fermeté…*», avons-nous dit ? Eh bien, chrétiens, savez-vous pourquoi, comme aurait demandé Charles Péguy, poète, théoricien de la foi, philosophe et missionnaire évangéliste français (fin du 19e et début du 20e siècles), dans son essai dramatique sur la Passion du Christ ? (« *Et son Père savait pourquoi ! Et son Père savait pourquoi !* »). C'est que Le Père Luc Philogène devait devenir le Lazare de notre siècle à la faveur d'une opération miraculeuse au terme de laquelle les médecins, assistés du Saint-Esprit, ont pu installer dans sa poitrine un nouveau cœur, un cœur plus jeune que le sien propre, qui lui a permis de quitter l'hôpital seulement dix jours après la chirurgie. Si cela ne s'appelle pas « un miracle», vous me direz quel autre phénomène rare, inédit, inouï, spectaculaire et franchement mystérieux, peut l'être. Et si vous le voyiez ce samedi-là : jovial comme un *pipirite*, souriant comme Boniface, resplendissant de joie comme un collégien qui vient de réussir au bac, affichant pendant toute la demi-journée un air confiant et sûr de lui-même, comme pour nous rassurer tous avec ces mots de l'Apôtre Paul : « *Je sais en qui j'ai cru* » (2 Timothée 1: 12).

Les pères Pierre-Marie France et Arsène Jasmin venus d'Haïti pour participer à la cérémonie. Au milieu l'auteur de ce reportage, Lyonel D. Desmarattes.

La cérémonie du 1er octobre était aussi une opportunité pour des retrouvailles : prêtres, parents, amis et des fidèles de la communauté avec certains visages familiers, qu'ils n'avaient pas revus depuis longtemps, plus longtemps que le début de la pandémie. La messe a été présidée par Père Luc Philogène lui-même. Père Emilio Biosca, recteur de la Basilique du Sacré-Cœur, à Washington D.C., et le père Robes Charles, curé du Sacré-Cœur de l'Archidiocèse de Miami, ont prononcé l'homélie du jour, en

Suite en page 14

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Youn lòt ansasinay ki souke tout peyi a, kilès ki responsab ?

Depi vandredi ki sot pase a, dat 28 oktòb la, gen youn nouvèl ki pran devan tout lòt nouvèl nan peyi a. Mwen konnen kou m di sa, prèske nou tout deja konnen de kilès m ap pale. Asireman, nou deja okouran, paske pawòl la gaye, pa sèlman ann Ayiti, men aletranje tou. Okontrè, nan samdi, mwen te sezi lè m te tande *Radyo BBC*, jouk nan peyi Angletè, ann Ewòp, k ap bay detay sou « *gwo ansasinay sa a ki fèt ann Ayiti yèswa* ». Nou konnen, se de ansasinay Éric Jean-Baptiste (Erik Jan-Batis) la yo t ap pale.

Se tou le jou y ap ansasinen mounn pa pakèt ann Ayiti. Men non Erik Jan-Batis la fè mounn toupatou ap pale de sitiyasyon peyi a ki depase bout li. Premye bagay ki vin nan tèt mounn ann Ayiti, sitou nan Pòtoprens e ozanviwon, se *« Pè Etènèl »*, jwèt lotri ki alamòd nan peyi a depi konbyen lane. Enben, lè yo di *« Pè Etènèl »* se de Erik Jan-Batis, ki mèt lotri a, y ap pale. Se youn mounn ki fè anpil byen ak lajan l. Epi men l al disparèt alaj 52 zan". Li te gen 20 an, nan lane l990, lè l te kòmanse « Lotri Pè Etènèl » la.

Se sou wout Laboul 12 la, piwo Petyonvil, pandan li te pral lakay li, nan Taras, avèk gad dikò l, yo kraze l. Kwake machin li an te byen blende, zam bandi yo te pi fò. Yo krabinen machin nan anba gwo zam. Machin nan fè nofraj epi yo fini msye ak bal. Yo pran bous li, sandout paske yo kwè yo pral jwenn milyonn dola ladan l. Antouka, nou pa konn anyen sou sa. Sanble gen anbilans ki te gentan kouri mennen msye lopital, men l te gentan trepase. Kanta pou gad dikò a, li te mouri sou plas.

Selon sa yo di, se nan zòn gang Ti Makak bagay la pase. Se bandi sou kontwòl li ki fè travay la. Nou pa ka bliye kiijan, le 7 out (dawou), ki sot pase a, gang Ti Makak te ansasinen ansyen Senatè Yvon Buissereth nan menm zòn nan epi te met dife sou li tou vivan. Fò n di ke senatè a te gen youn pozisyon nan Leta, anchaj dosye kay pou malere. Epi gouvènman an pa janm fè anyen

Erik Jan-Batis

kont Ti Makak ak gang li yo, ki toujou ap opere, jan nou konstate l la.

Erik Jan-Batis, lidè politik

Depi lane 2018, se Mesye Janbatis ki Sekretè Jeneral pati politik ki rele RDNP a *(Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes)*. Se pati defen prezidan Leslie Manigat te òganize a, e ke madanm ni, Mirlande Manigat, te vin anchaj lè pwofesè a te mouri.

Pou Mesye Jan-Batis te vin pran direksyon RDNP a sa vle di msye te byen prepare sou kesyon politik. Epi nan youn dènye konvèsasyon li te fè, Erik Jan-Batis di : « RDNP se youn pati demokratik, jan dezyèm lèt pati a « D » di. Tout mounn gen lavwa ochapit ».

Msye te youn gwo bwa nan pati a. Anplis de vounm lajan li te genyen e ke l te dispoze depanse pou pati a. Epi antan ke kandida alaprezidans deja, pawòl la t ap pale byen cho ke lè eleksyon ta posib ann Ayiti, se li menm ki t ap kandida RDNP a. Asireman, nou konnen sa te lakòz anpil jalouzi.

Men Erik Jan-Batis pa t bay sa enpòtans, li t ap fè travay li jansadwa. Chak semèn msye te bay youn editoryal sou pozisyon l ak pozisyon RDNP sou sitiyasyon an. Apa ke l te pale ak pwòp vwa l, editoryal la te parèt byen ekri sou WhatsApp ak lòt rezo sosyo yo. Selon jan l te apwoche kesyon yo, mounn ki renmen peyi a vre te remake nan msye youn mounn ki t ap panse pou lavni peyi l.

Dènye diskou Erik Jan-Batis la

Se dènye diskou sa a msye te fè ki kapab lakòz gwo deblozay ki fini ak ansassinay la. Depi 2 mwa d sa, nan emisyon Maten Deba, pwofesi a te bay ke Erik Jan-Batis pral mouri. M ta swete mwen te ka ban nou msye jan l parèt la, figi l byen klè, epi l ap pale avèk anpil detèminasyon. Kanmenm, m ap ban nou moso diskou a ki montre sa m di a. Men ni :

« *Nan Palè nasyonal, gen nèg k ap priye Bondye pou fiziye Erik. Nan sektè prive ayisyen an, gen nèg k ap priye pou yo fiziye Erik. Nou konn pouki sa ? Paske tout mounn sa yo t ap kontan, gen amnisti. Lajan an nan men yo. Depi se mounn ou konnen ki vòlò lajan PetwoKaribe a, yo ta kontan amnisti.*

« *Sa pa vle di kit se pouvwa a, sa pa vle di pouvwa aktyèl la non. M ap pale de pouvwa depi sou prezidan Preval, pouvwa ki pase depi premye gouvènman Tèt Kale a, Michel Martelly. M ap pale de pouvwa tranzisyon an.*

« *Paske mwen wè, wi, mwen wè nèg André Michèl la chita chak jou l ap di prezidan Privert se gwo vòlè. Se youn mounn mwen gen anpil respè pou li. Li fè eleksyon ak lajan peyi a. Men chak jou l ap repete prezidan Privert se gwo vòlè. E pwofesè Anthony Barbier kore sa. Anthony Barbier se sekretè jeneral egzekitif Palè a. Li chita bò kote Andre Michel k ap di sa, li pa janm demanti l.*

« *Se dosye sa a ki batay la. Mwenm menm, mwen di zewo sitirans. Tout vòlè ap pran kòd. Kit ou se vòlè bannann nan mache, w ap pran kòd, kit ou se vòlè gaz, wap pran kòd, ti vòlè, mwayenn vòlè, gwo vòlè, tout ap pran kòd* ».

Erik Jan-Batis pwofetize lanmò l

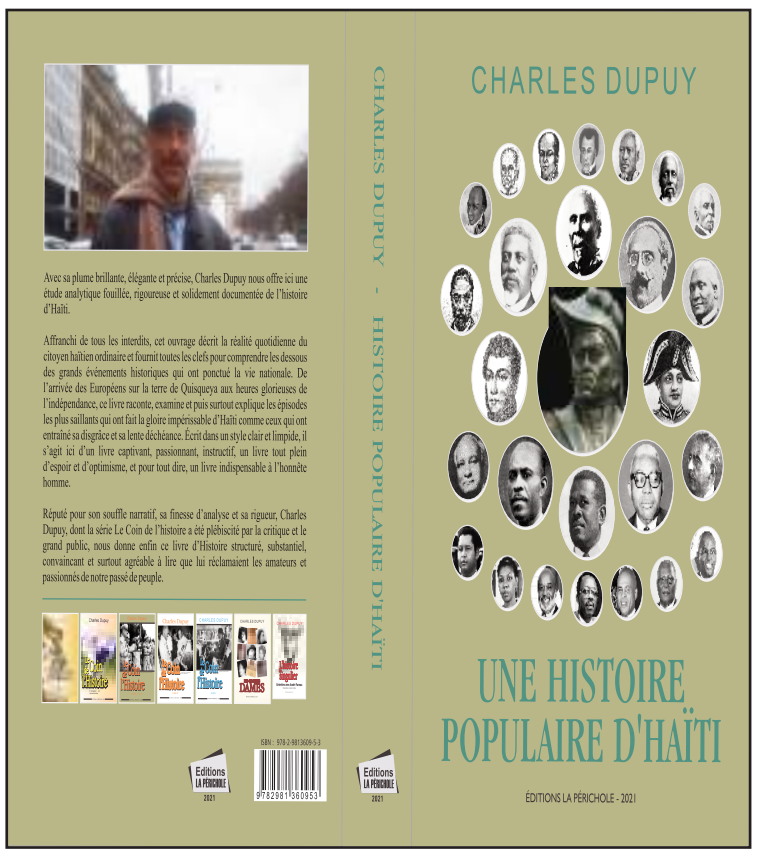
Erik Jan-Batis kite n, men selon sa *PressLakay* pibliye men dènye pawòl msye te pwononse lè bandi te fè youn atak sou jounalis *Le Nouvelliste* la, Roberson Alphonse, nan dat 25 oktòb la. Msye te blese, men li pa t mouri. Se konsa, 3 jou anvan li pral pèdi la vi pa l, Erik Jan-Batis te fè youn pwofesi. Men ni : *« Esperans la vi moun Ayiti se 24 h tan. Mèsi Bon Dieu ak tout sa nou pa wè yo pou pwoteksyon Roberson Alphonse jwi anba kriblay ansasen. Pita se pral tou pa kilès? Ēske la gen menm chans la ? Dirijan ki pa sekirize vi, ki pa pèmèt menm ti moun al lekòl, sa yo itil?*

Sètènman, lè Erik pale de « dirijan ki pa sekirize vi, ti mounn pa ka al lekòl, li t ap lonje dwèt sou Premye minis la ki kite gang fin pran peyi a, lavi mounn pa vo anyen, menm lekòl pou ti mounn pa ka fonsyonnen. Sa se te youn gwo akizasyon. Tou sa, san l pa t konnen se gang Ti Makak yo ki te pral pran la vi pa l, menm jan yo te fè sa nan mwa dout (dawou), lè yo te touye ansyen senatè Yvon Buissereth la. Okenn ankèt pa fèt, okenn nan gang Ti Makak yo pa janm arete. Epi se konsa y ap kontinye opere.

Epi se kounnye a pou Premye minis Ariel Henry (Aryèl Anri) vin mete kominike deyò pou prezante kondoleyans bay fanmi Erik Jan-Batis ak tout manm pati politik RDNP a. Li di : « *Nou kondane ak tout fòs nou gwo krim sa a kont patriyòt sa a, youn politisyen modere, ki t ap travay san rete pou chanjman peyi l* ».

Konbyen lòt ki pou tonbe anvan gouvènman de fakto dokè Aryèl Anri a koupe fache ak gang yo ki vin gen plis pouvwa chak jou. Ēske se lè yo vin chache l pou l al jwenn tout lòt yo ki pran devan al devanse l anba tè? Men lè sa a l ap deja twò ta, menm jan li te twò ta pou Erik Jan-Batis!

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
2 novanm 2022
raljo31@yahoo.com



Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Port-au-Prince suburb of Petionville. He was on his way home, at nearby Taras, accompanied by a bodyguard, who was killed on the spot. As for Mr. Jean-Baptiste, he was rushed to a hospital where he was pronounced dead. To be noted the armor-plated vehicle of Mr. Jean-Baptiste couldn't withstand the heavy weapons of the bandits.

Who is Eric Jean-Baptiste

Since 2018, Mr. Jean-Baptiste has been the Secretary General of the *Rassemblement des Démocrates Nationaux Progresssistes* (RDNP), or *Assembly of Progressive National Democrats*, the political party of the late Professor Leslie François Manigat, a former president who was in power, in 1988, for five months before being ousted by Haiti's military. When President Manigat died, in 2014, his widow, Mirlande Manigat, assumed the leadership of the party for four years. Then she presented Mr. Jean-Baptiste to the party's Central Committee which named him to the post.

Mr. Jean-Baptiste, a former presidential candidate, is better known for *"Père Éternel,"* the lotto business he set up in 1990 when he was only 20 years old. A wealthy man, he's known for his support to charitable organizations. When he became Secretary General of the RDNP, it was assumed that he would be the party's presidential candidate, whenever elections could be held in a gang-controlled Haiti.

The government of de facto Prime Minister Ariel Henry bears full responsibility for the assassination of Mr. Jean-Baptiste, especially by the bandits of the *Ti Makak* gang. Last August 7, at the same place, they had killed and set afire the body of Yvon Buissereth, a former senator and in charge at the time of a government housing development project. His driver was also murdered.

There hasn't been an investigation in the killing of the former senator, thus no arrest. The *Ti Makak* gang has continued to operate, as proven by this latest assassination, again of an important person. This leads us to believe that the gangs, in various regions of the country, especially in the Greater Port-au-Prince area, are working in connection with the government and other powerful individuals.

The enemies of Eric Jean-Baptiste are in high places

In the case of Eric Jean-Baptiste, undoubtedly, he was considered dangerous by those involved in corruption at high level. In a speech, where he's visibly seen in a video, he denounced *"people at the Palace who are praying for Eric's execution' in the private sector also, they are praying for Eric's execution."* And the reason for it is that *"they would benefit from amnesty. . . . All those who stole from the PetroCaribe Fund want amnesty."*

The leader mentioned names. He said, *"I'm speaking of those who were in power during President Préval administration (1997-2001 and 2006-2010), in the first PHTK government of Michel Martelly (2011-2016), and those in the transition government."*

He spelled out his position on this issue which he calls *"the dossier of war."* He stated: *"As for me, I say zero tolerance. All thieves will be tied up, whether you steal bananas in the marketplace, you'll be tied up, if you steal gasoline, you'll be tied up, whether you're a small, medium, or big thief, you'll be tied up."* In Haitian parlance, the thief caught stealing bananas in the marketplace is the most pejorative term that can be used. And Mr. Jean-Baptiste treats the minor thieves as being equal to bigwigs, even the former presidents who made the more than $4 billion PetroCaribe Fund disappear.

That money, profits from sale of Venezuelan petroleum products at cut-rate on the Haitian market, was to be used for education and development projects, something initiated by the late Venezuelan President Hugo Chavez. He said his country owes much to Haiti, the support of which made possible Venezuela's freedom from Spain, after Haiti was first, in the Western Hemisphere and elsewhere, to defeat the enslavers and declare independence in 1804.

Ariel Henry, a responsability to identifiy Eric Jean-Baptiste's assassin.

Eric Jean-Baptiste prophesizes his death

Mr. Jean-Baptiste, no doubt, conflicted with the Prime Minister by his statement, after an attack, October 25, against a journalist of *Le Nouvelliste*, the Port-au-Prince daily, who escaped only with wounds. Thanks to *Press Lakay*, an online publication, Mr. Jean-Baptiste's prophetic words outlive him. Reacting to the attack on the journalist, three days before his own assassination, Mr. Jean-Baptiste said: *"Life expectancy in Haiti is 24 hours. Thank God and all the other invisibles for having protected Roberson Alphonse from the gun barrage of the assassins. Whose turn will it be next? Will he/(she) be as lucky? What are these leaders worth, they who provide no security which doesn't allow children even to go to school?"*

From all quarters, support for the slain businessman-politician

From all quarters, people have shown solidarity with the family and relatives of Eric Jean-Baptiste as well as with the members of his RDNP party. They also call for war against the gangs. But one organization, ***"The Platform Bouclier,"*** issued a long statement in Creole, which echoes the sentiments of most people. Here are some excerpts:

"It is with much sadness, heavy-heart, desolation, and also feeling deceived, that Bouclier learned about the assassination of Eric Jean-Baptiste. . . . Once more, the country has lost an important son who was involved in the political and economic life of his country; a citizen who was always there to help many of his fellow citizens in need."

"Today, another family is weeping. Another family is in mourning. Haiti continues to be weeping for its most important sons and daughters. Haiti continues to disappear. . . . The Bouclier Platform deplores this assassination and calls on all the concerned authorities to assume their responsibility to knock out of service the laboratory of insecurity and death which causes so much tears among the families in all sectors of society."

Doesn't Haiti's de facto Prime Minister, who has empowered the gangs, sound hollow and hypocritical in the tweet he put out October 29: *"We forcefully condemn this odious crime against this patriot, this politically moderate citizen engaged in the movement for change. . . . That horrible assassination of the political leader Eric Jean-Baptiste and his bodyguard again plunges the Haitian Nation in all sorts of emotions."*

As president of the Superior Council of National Police (French acronym CSPN overseeing the Police), the Prime Minister concludes with a note of *"condolences of the government and of the Haitian people to the families of the victims, to the RDNP party and the political class revolted by this villainous crime."*

As usual, however, the office of the Prime Minister, overseeing the National Police, doesn't say anything about an investigation to bring the assassins to justice and provide justice to Eric Jean-Baptiste.

RAJ
2 November 2022
raljo31@yahoo.com

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ACTUALITÉ EN VRAC

*Au Brésil, la gauche reprend le pouvoir

Au second tour, dimanche dernier, 30 octobre, des élections du 2 octobre, le peuple brésilien a choisi Luiz Inácio Lula da Silva comme président, renvoyant l'actuel chef d'État, Jair Bolsonaro, qui n'a pu, renouveler son mandat de quatre ans. Ainsi, au Brésil, comme dans d'autres pays de l'Amérique latine, tels Argentine, Bolivie, Chili, Honduras, Pérou, la gauche continue à gagner du terrain, depuis 2018.

Cette victoire politique est aussi personnelle pour Lula, ainsi nommé populairement. Car, 35e président du plus grand pays de l'Amérique latine, il fut le plus populaire des présidents brésiliens, ayant couronné deux termes, de 2003 à 2011.

Il a été condamné, en 2017, à neuf ans et demi d'incarcération, dans le cadre d'un dossier relatif au blanchiment d'argent et de corruption, dans lequel était mêlé son parti. Mais d'ordre de la Cour suprême du Brésil, il a été élargi, au mois de novembre 2019, ayant purgé seulement 580 jours de sa peine. Depuis lors, sa campagne présidentielle avait débuté.

On soulignera que, jusqu'à hier, mardi 1er novembre, Jair Bolsonaro maintenait son silence, refusant d'accepter sa défaite. Mais les chiffres indiquent que Lula a scoré plus de 50 % du suffrage, soit 50,9 % du scrutin, représentant 60 345,999 de votes contre 49,1 %, 58 206 354 pour Bolsonaro.

L'ex-président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, président élu du Brésil.

En maintenant son silence, Jair Bolsonaro serait-il toujours à l'écoute de son ami, l'ex-président Donald Trump, qui avait déclaré publiquement qu'il était de son côté et appelait les électeurs brésiliens à le reconduire. Serait-on à la veille d'un mouvement similaire à celui de Trump, aux États-Unis, suite à sa défaite, aux élections de novembre 2020 ? Il faut combattre le vol du vote, devait-il dire. Ce qui avait incité l'attaque du Congrès, à Washington, le 6 janvier 2021 et déclenché l'action, toujours pendante, du Comité 6 janvier de la Chambre basse, en vue de d'identifier les coupables qui seront, sans doute, passibles de poursuites judiciaires.

La présente de la Chambre basse des E.U. Nancy Pelosy et son mari Paul.

En clair, au Brésil, les adeptes de la droite voudraient imiter leurs collègues américains. C'est que le président de la grande démocratie du Nord a prêché d'exemple.

Dernière Heure : Mardi, tard dans l'après-midi, il est rapporté que Bolsonaro s'est enfin prononcé, remerciant ceux-là qui ont voté pour lui; et son chef de cabinet d'annoncer que le président l'a autorisé à lancer le processus de transition aux fins du transfert des pouvoirs au président-élu Luiz Inàcio Lula da Silva.

Toutefois, Bolsonaro n'a rien dit à ses supporteurs qui, depuis l'annonce de la victoire de Lula, avaient bloqué toutes les grandes artères du pays à l'aide de gros camions. La situation avait empiré au point que les aéroports ont été fermés. Alors, il faut attendre, encore quelques jours, pour savoir si on est hors de danger au niveau national, au Brésil.

***Paul Pelosi, le mari de la présidente du Congrès, attaqué chez lui**

Aux petites heures du matin, vendredi dernier, 28 octobre, un assaillant a envahi la maison des Pelosi, dans un quartier huppé de San Francisco, en Californie criant à haute voix : « *Où est Nancy ?* »

Il s'agit de la cheffe de la Chambre basse, présidente du Congrès américain, la deuxième personnalité, après la vice-présidente, en ligne de succession, en cas d'un vide constitutionnel. Heureusement que Mme Pelosi était absente, ayant été retenue à Washington.

Agissant vite, Paul Pelosi, 83 ans, a gagné la salle de bain et, de là, à 2 h. 23, du matin, heure locale, il a composé le « 911 », le numéro d'urgence. Il est rapporté officiellement que, dans l'espace de huit minutes, la police était sur les lieux. Mais l'intrus, armé d'un marteau, s'était mis à attaquer Paul Pelosi, qui a été atteint à la tête. Dans l'émission de 6 h 30 p.m., la chaîne ABC a annoncé que demain, Mme Pelosi et sa famille visionneront la vidéo de l'attaque.

L'envahisseur a été vite maîtrisé. De toute urgence, M. Pelosi a été conduit à un centre hospitalier. Sans doute pour apaiser les esprits, un message a été émis, le même jour, indiquant que la victime est « *hors de danger* », soulignant ainsi qu'il aurait échappé à la mort. Mais, jusqu'à hier, mardi, il était encore à l'hôpital, recevant des visiteurs.

Le président brésilen sortant Jair Bolsonaro, n'a pu se faire réélire.

Il a été donné de savoir que l'intrus, David DePape, 42 ans, est un extrémiste de droite, partisan de l'ex-président Donald Trump, qui maintient, comme son président, que les élections de 2020 ont été « *volées* ».

David-DePape, l'agresseur de Paul Pelosy.

L'on apprend aussi que c'est Nancy Pelosi qu'il visait, voulant, dit-il, lui faire une leçon, en guise d'exemple, à ses collègues démocrates. Selon les informations qui étaient disponibles, il aurait admis qu'il entendait briser les genoux à Mme Pelosi, pour qu'elle ne puisse plus se déplacer que sur fauteuil roulant.

Hier, mardi 1er novembre, David DePape s'est présenté au tribunal et il a plaidé non coupable. L'avocat assurant sa défense, un avocat commis d'office, a demandé à la cour l'autorisation de faire soumettre l'accusé à un test psychologique. En tout cas, il est retenu en prison, sans caution.

Voilà à quel point se trouve-t-on aux États-Unis, champion de la démocratie, en butte à la prolifération des extrémistes, surtout de la droite, qui entendent imposer leurs points de vue par la violence. D'autres extrémistes, ailleurs, comme en Haïti, s'en inspirent, semant le deuil et la désolation.

***Dans moins d'une semaine, les élections mi-mandat aux E.U.**

Mardi prochain, 8 novembre, auront lieu les élections mi-mandat aux États-Unis, pour renouveler le personnel politique, au Congrès, à la faveur desquelles les choix des électeurs permettront aux démocrates de maintenir leur majorité, à la Chambre basse et d'augmenter leur marge au Sénat où ils sont à égalité. Soient 50 partout, entre démocrates et républicains. En effet, pour faire adopter certaines lois opposées par tous les républicains, au Sénat, il faut le vote de la vice-présidente pout la faire approuver. Selon les sondages, les états suivants décideront de l'avenir politique de la nation : Georgie, Nevada et Pennsylvanie.

En ce qui concerne Haïti, le président Joseph Biden est dans ses petits souliers, à la veille du vote de mardi. Car, il ne peut s'aventurer d'entreprendre une action belligérante en Haïti contre les gangs armés avant le 8 novembre. S'il arrivait à ce qu'un seul soldat américain tombe dans un pareil conflit, cela affecterait les élections négativement, à l'encontre du parti au pouvoir.

***Pour les amants de la course, dimanche est un grand jour !**

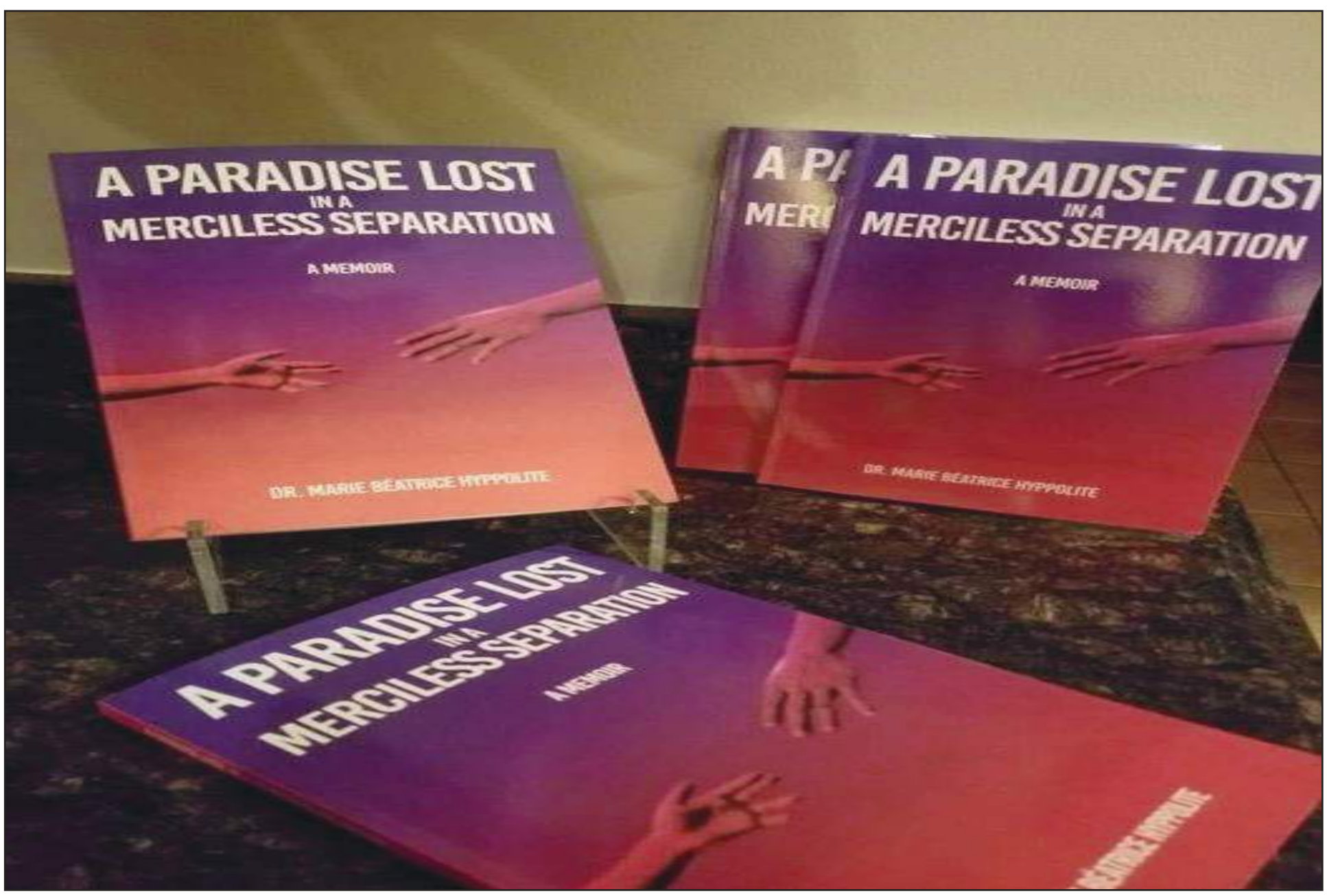
Le fameux marathon de New York, le 50e en date, aura lieu ce dimanche, 6 novembre, quand plus de 50 000 coureurs participeront au marathon qui s'étend sur 26,2 miles (44,54 kilomètres) traversant les cinq boroughs (communes) de de la métropole de New York.

En effet, ils partiront de Staten Island, dès 9 heures du matin, traversant le pont Verrazano, pour atteindre Brooklyn, longeant Queens et Bronx, avant de d'atteindre, des heures plus tard, Central Park, à Manhattan, où les prix seront distribués aux victorieux. Bonne chance à tous !

Pierre Quiroule II
2 novembre 2022
raljo31@yahoo.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 9



Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 10

ÉDITORIAL

Assassinat d'Éric Jean-Baptiste : Il faut dégangstériser la politique haïtienne

Depuis la chute de la dictature, en février 1986, à aujourd'hui, la vie sociopolitique, en Haïti, n'a cessé de compter les assassinats, dont les auteurs et commanditaires courent encore. D'Yves Volel, les frères Izméry, les pères Jean Marie Vincent, Jean Pierre-Louis, dit Père Ti-Jean, à Monferrier Dorval, Jovenel Moïse, en sus de l'ex-sénateur Yvon Buissereth, en passant par Norvella Bellamy, Daphnée Fils-Aimé, Farah Martine Lhérisson et Lavoisier Lamothe, pour ne citer que ceux-là, les familles des victimes attendent encore justice. Avec le meurtre d'Éric Jean-Baptiste, propriétaire de l'entreprise Loterie Père Éternel, doublé du chef du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP), parti politique du feu professeur Leslie Manigat, survenu vendredi soir (28 octobre) à Laboule 12, non loin de sa résidence, rien n'autorise à croire que le cas de ce dossier sera traité différemment par les instances judiciaires et policières.

Si depuis l'arrivée au pouvoir de François Duvalier, en 1957, suivie du transfert des clés du Palais national à son fils Jean-Claude, en avril 1971, jusqu'à la fuite en exil en France de ce dernier, quinze ans plus tard, le gouvernement avait le monopole des assassinats politiques, des crimes devenus monnaie courante, et ceux qui en sont responsables restés anonymes. Des douzaines d'enquêtes annoncées, sans suite, ou ayant débouché sur le néant, sinon tout bonnement ignorées, les dirigeants restent les ultimes sponsors de ces crimes.

Que ce soient par le biais d'équipes d'hommes de main ou de membres de l'organisation paramilitaire appelé Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (FRAPH), sous les militaires putschistes; ou de policiers dévoyés au sein de la Police nationale et des adeptes d'organisations populaires et d' «*armées* » aux noms exotiques embrigadées par Jean Bertrand Aristide; pour arriver aux criminels *patentés* ou assassins engagés à de telles fins, avant la création définitive des gangs armés, sous l'empire des trois gouvernements PHTKistes, l'industrie d'assassinat, en Haïti, ne chôme pas. On en veut pour preuve les plus de 300 assassinats politiques perpétrés après la chute de la dynastie duvaliériste, restés irrésolus à ce jour. Une telle situation est imputable à l'émergence d'une nouvelle classe d'hommes et de femmes politiques, au pays, faisant de l'argent le moteur des activités menées autour et au sein de la politique.

Il semble que la violence, qui s'est installée dans la pratique politique d'Haïti, depuis que les Duvalier et leurs alliés ont été contraints à quitter le pouvoir et qu'a été proclamé l'engagement du pays dans la construction de la démocratie, soit devenue universelle. C'est-à-dire les acteurs, dans quelques domaines qu'ils évoluent, ont plutôt recours à la violence pour résoudre les conflits. Les armes à feu de gros calibres restent les instruments privilégiés des assassins. Puisque, contrairement au passé, on parle toujours de « *mort par balles* », plutôt que de « *victimes de poudre* » ou de «*wanga* ». À cet égard, dans l'apprentissage de la démocratie, Haïti s'est révélé bon élève. Aussi les vendeurs d'armes et de munitions se donnent de nouveaux créneaux d'enrichissement, grâce à la prolifération des acquéreurs d'armes à feu et la multiplication des criminels regroupés au sein des gangs armés créés par des hommes politiques et d'affaires désireux de satisfaire les besoins de leurs causes par la force.

L'assassinat perpétré sur la personne d'Éric Jean-Baptiste, homme d'affaires, propriétaire de l'entreprise Loterie Père Éternel, doublé de Secrétaire général du parti politique Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP), créé par le défunt professeur Leslie F. Manigat, a pris tout le monde au dépourvu, en plus de déclencher une vague de condamnations, sans appel, dans les différents milieux sociaux politiques et des affaires du pays. Reconnu pour sa sincérité, dans les actions et engagements politiques, sa générosité et son respect de la parole donnée, dans sa pratique politique, M. Jean-Baptiste jouissait d'un grand respect auprès de ses pairs. Ce qui ne fait vraisemblablement pas l'unanimité dans tous les milieux de la vie nationale.

En effet, en ce qui concerne les affaires, il semble que certains milieux financiers ne le portaient pas dans leur cœur, lui en voulant pour la dure concurrence qu'il représentait dans le marché des changes. Car il vendait le dollar à un taux beaucoup moins élevé que celui en cours au niveau des banques. Il est généralement admis que celles-ci, cautionnées par les dirigeants, sont liées à la disparité de la monnaie nationale, face au billet vert.

Quand il s'agit du secteur politique, les observateurs attirent l'attention sur les dernières déclarations d'Éric Jean-Baptiste dans lesquelles il dénonce les femmes et hommes impliqués dans la corruption, particulièrement dans la dilapidation du Fonds PetroCaribe, dont USD 4,2 milliards $ ont été détournés. Il a vivement critiqué les secteurs qu'il disait favorables à une «*amnistie générale* ». Cela, disait-il, les éviterait de faire face à la justice et aux conséquences qui en résulteraient. Dans la dénonciation de ces individus, il n'épargnait personne. À cet égard, il attirait l'action publique sur les dirigeants de tous les gouvernements, de René Préval à Jovenel Moïse, en passant par Michel Martelly et Jovenel Moïse ainsi que ceux de la transition. Autrement dit, toute la classe politique, au pouvoir, durant ces derniers temps, a été visée par M. Jean-Baptiste. Aussi serait-il devenu une cible privilégiée directe de ce secteur. En tout cas, une enquête objective de ce crime ne devrait pas s'éloigner de ces acteurs politiques.

Sans vouloir incriminer quiconque, il faut reconnaître qu'aucune enquête sérieuse n'a pu identifier les assassins qui ont perpétré des crimes, sous les différents régimes post-Duvalier, du Conseil national de gouvernement (CNG) à Jovenel Moïse, en passant par l'équipe militaire Raoul Cédras-Philippe Biamby, en sus de Jean-Bertrand Aristide et Michel Martelly. Faut-il croire que, Dr Ariel Henry (chef exécutif bicéphale), nommé Premier ministre par des entités étrangères, serait disposé à changer son fusil d'épaule, dans le désormais dossier criminel d'Éric Jean-Baptiste ? Ce qui serait un revirement spectaculaire, compte tenu de son attitude, par rapport à l'assassinat de Jovenel Moïse, dont l'enquête lancée sur ce crime, par la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) conjointement avec le Bureau fédéral d'investigation (sigle anglais FBI) piétine encore, aujourd'hui, voilà déjà quinze mois plus tard.

De toute évidence, Ariel Henry, aux commandes de la République, tout en faisant obstacle à la justice, en refusant de se soumettre à l'interrogation d'un juge ou de tout autre fonctionnaire judiciaire autorisé, à l'instar de ses prédécesseurs ayant bloqué le lancement ou l'aboutissement des enquêtes — s'il y en avait vraiment —sur les assassinats commis sous les régimes précités, n'est pas exempt de tout soupçon. Surtout qu'appuyé sur des supporteurs internationaux puissants, le Dr Henry affiche carrément son mépris de la justice haïtienne.

En effet, vu l'expérience du Premier ministre de facto faisant, par tous les moyens, obstacle à la justice, dans la gestion du dossier d'assassinat de Jovenel Moïse, il y a gros à parier qu'un changement d'attitude et de politique de sa part ne sera pas au rendez-vous. Au service des oligarques de toutes catégories et du secteur politique, dont il est l'allié inconditionnel, Dr Henry ne prendra aucune résolution, qui serait de nature à compromettre les intérêts de ces derniers, qui sont aussi les siens.

À la lumière de tous ces faits, le cas Éric Jean-Baptiste ne diffèrera en rien des autres crimes perpétrés sous les différents régimes gouvernementaux, qui se sont succédés au pouvoir, depuis l'implication agressive de la communauté internationale dans la gestion des affaires politiques de la République d'Haïti, après la déchéance de l'équipe duvaliériste, durant plus de trois décennies. Il faut donc s'attendre à très peu d'action, sinon aucune, après les interventions émotionnelles fusant de toutes parts, dans les différents organes de presse, présentement, pour dénoncer cet acte crapuleux, un autre coup de boutoir contre la démocratie. Malgré la demande des Nations Unies, par le truchement du Bureau intégré de l'organisme mondial en Haïti (BINUH) à faire le jour sur ce crime, d'identifier ses commanditaires et exécutants, en vue de les traduire en justice. On peut conclure que cette intervention de l'ONU et d'autres entités étrangères à se prononcer, n'auront aucun impact sur cet assassinat de trop. À moins qu'intervienne un changement au niveau décisionnel, en Haïti. À moins, aussi, que les victimes ou leurs familles soient des Américains ayant des relations de proximité, au Département d'État, leurs SOS et lamentations ne produiront que des menaces musclées plutôt verbales.

En effet, les membres de la classe possédante impliqués dans des actes criminels (trafic de drogue ou kidnappings, etc.) finissent par se faire blanchir par la justice haïtienne, moyennant versement de millions. On peut citer, à ce titre, le cas des jeunes Moscoso, qui étaient victime d'enlèvement orchestré par l'équipe de kidnappeurs dirigée par Clifford Brandt, membre d'une riche famille marchande. Beaux-parents de Kenneth Merten, ex-ambassadeur des États-Unis en Haïti, la PNH avait pu identifier les ravisseurs dont toute l'équipe, ainsi que son chef., M. Brandt et ses alliés dans le crime purgeant encore leur peine.

Il ne faut pas s'attendre à ce que les Américains, à l'instar de l'affaire Brandt, deviennent partie prenante de ce nouveau cas criminel, Éric Jean-Baptiste n'étant pas un citoyen américain ou n'ayant pas de relations de proximité avec des diplomates américains. On ne doit pas ignorer le fait que, nonobstant tous ces assassinats qui ont été perpétrés en Haïti, au cours des trente dernières années, les administrations américaines ont fait jouer leur influence à autres choses, plutôt qu'à combattre les crimes d'État.

De plus en plus, se confirme l'idée, mille fois évoquée, de la mafia aux commandes de la République. La résolution du crime, dont est victime le leader du RDNP, et tous les autres perpétrés avant, passe nécessairement par la ***dégangstérisation*** de l'administration publique. Dans la mesure où la communauté internationale (toutes les grandes capitales confondues) reste attachée au maintien d'Ariel Henry en poste, même avec un gouvernement intérimaire issu des différents accords trouvés ou à dégager, la résolution de tous ces crimes resteront là où ils ont été relégués, aux calendres grecques. Le peuple haïtien doit se donner ses propres moyens de gérer les dossiers criminels au relent politique, qui se sont multipliés, ces derniers temps.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
CANADA
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
AFRIQUE ET ASIE
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 11

EDITORIAL

Assassination of Eric Jean-Baptiste: Haitian politics must be de-gangsterized

Since the fall of the dictatorship in February 1986, the socio-political life in Haiti has not stopped counting the assassinations, whose authors and sponsors are still at large. From Yves Volel, the Izmeri brothers, Fathers Jean Marie Vincent, Jean Pierre-Louis, known as PèreTi-Jean, to Monferrier Dorval, Jovenel Moïse, in addition to former Senator Yvon Buissereth, passing by Norvella Bellamy, Daphnée Fils-Aimé, Farah Martine Lhérisson, and Lavoisier Lamothe, to name only a few, the families of the victims are still waiting for justice. With the murder of Éric Jean-Baptiste, owner of the company Loterie Père Éternel, and the leader of the Rally of Progressive Democrats Party (French Acronym RDNP,) the political party created by late Professor Leslie Manigat, occurred on Friday evening (October 28) at the entrance of his residence in Laboule 12. There is no reason to believe that this case will be treated differently by the judicial and police authorities.

If, since François Duvalier came to power in April 1971, followed by the transfer of the keys to the National Palace to his son Jean-Claude, until the latter's flight into exile in France fifteen years later, the government has had a monopoly on political assassinations, crimes that have become commonplace. Those responsible for them remain anonymous. Dozens of investigations have been announced, but have either been abandoned or ignored, and the political leaders remain the ultimate sponsors of these crimes.

Whether through teams of henchmen or members of the paramilitary organization called the Front for the Advancement and Progress of Haiti (FRAPH), under the military putschists; or rogue police officers within the National Police and followers of popular organizations and "armies" with exotic names recruited by Jean Bertrand Aristide, to arrive at the patented criminals or assassins hired for such purposes, before the definitive creation of armed gangs, under the empire of the three PHTKist regimes, the kidnapping industry in Haiti is very busy. This is evidenced by the more than 300 political assassinations perpetrated after the fall of the Duvalier dynasty, which remain unsolved to this day. This situation is attributable to the emergence of a new class of politicians in the country having made money the driving force behind their activities in and around politics.

It seems that the violence that has become part of Haiti's political practice since the Duvaliers and their allies were forced to leave power; and the country's commitment to building democracy was proclaimed and became universal. That is to say, the actors, in whatever field they evolve, tend to resort to violence to resolve conflicts. Firearms (large caliber) remain the preferred instruments of assassins. Since, unlike in the past, we speak of "death by bullets," rather than "voodoo powder victims" or "wanga." In this respect, Haiti has proved to be a good student of democracy. In addition, arms and ammunition dealers are finding new ways to enrich themselves, thanks to the proliferation of gun buyers and the multiplication of criminals grouped in armed gangs created by politicians and businesspersons eager to satisfy the needs of their causes by force.

The assassination of Eric Jean-Baptiste, businessman and owner of the company Lotto Père Éternel, as well as the Secretary General of the political party Rally of Progressive Democrats (RDNP), created by the late Professor Leslie F. Manigat, took everyone by surprise, in addition to triggering a wave of condemnation, without appeal, in various political and business circles in the country. Recognized for his sincerity in his political actions and commitments, his generosity and his respect for his word in his political practice, Mr. Jean-Baptiste enjoyed great respect among his peers. This is probably not unanimous in all circles of national life.

Indeed, in business, it seems that some financial circles did not take him to heart. They resented him for the tough competition he represented in the foreign exchange market. For Jean-Baptiste was selling the dollar at a much lower rate than the banks. It is generally accepted that these, backed by Government leaders, are linked to the disparity of the national currency against the American greenback.

When it comes to the political sector, observers draw attention to the latest statements of Eric Jean-Baptiste in which he denounced the men and women involved in corruption, particularly in the squandering of the Petro-Caribe Fund, of which $4.2 billion was embezzled. He strongly criticized the sectors that, he said, were in favor of a "general amnesty." This, he pointed out, would prevent them from facing justice and the consequences that would result. In denouncing these individuals, he did not spare anyone. In this regard, he called for public action against the leaders of all governments, from René Préval to Jovenel Moïse, through Michel Martelly and Joselerme Privert (the latter interim president.) In other words, the entire political class in power during this time has been targeted by Mr. Jean-Baptiste. He would also have become a privileged direct target of this sector. In any case, an objective investigation of this crime should not stray far from these political actors.

Without wishing to incriminate anyone, it must be recognized that no serious investigation has been launched in order to identify the assassins who perpetrated these crimes, under the various post-Duvalier regimes, from the National Government Council (CNG) to Jovenel Moïse, through the military team of Raoul Cédras-Philippe Biamby, in addition to Jean-Bertrand Aristide and Michel Martelly. Are we to believe that Dr. Ariel Henry (two-headed chief executive,) appointed Prime Minister by foreign entities, would be willing to change his tune in the now criminal case of Eric Jean-Baptiste? This would be a spectacular turnaround, considering his attitude, in relation to the assassination of Jovenel Moïse, whose investigation launched on this crime, by the Central Directorate of the Judicial Police (DCPJ) jointly with the Federal Bureau of Investigation (FBI,) is still stalled today, fifteen months later.

Obviously, Ariel Henry, at the helm of the Republic, while obstructing justice, refusing to submit to questioning by a judge or any other authorized judicial official, like his predecessors who blocked the launch or completion of investigations — if there really were any—on the assassinations committed under the aforementioned regimes, is not free of suspicion. Especially since he is supported by powerful international Governments, Dr. Henry shows his contempt for Haitian justice.

Indeed, given the experience of the de facto Prime Minister in obstructing justice, by all means, in the management of the case of Jovenel Moïse's assassination, it is a safe bet that a change of attitude and policy on his part will not be forthcoming. In the service of the oligarchs of all stripes and the political sector, of which he is the unconditional ally, Dr. Henry will not take any resolution that would be likely to compromise the interests of the latter, which are also his own.

In light of all these facts, the case of Eric Jean-Baptiste will not differ in any way from other crimes perpetrated under the different governmental regimes that have succeeded one another in power since the aggressive involvement of the international community in the management of political affairs in the Republic of Haiti, following the fall of the Duvalierist team after more than three decades. Therefore, we must expect very little action, if any, after the emotional interventions from all sides, in the various media outlets, currently, denouncing this heinous act, another blow to Democracy. Despite the request of the United Nations, through the Integrated Office of the World Organization in Haiti (BINUH) to investigate this crime, to identify its sponsors and perpetrators, in order to bring them to justice. It can be concluded that this intervention of the UN and other foreign entities will have no impact on this assassination. Unless there is a change at the decision-making level in Haiti. For unless the victims or their families are Americans, with close ties to the State Department, their SOS and lamentations will only cause condemning statements by the so-called friends of Haiti.

Indeed, members of the ruling class involved in criminal acts (drug trafficking or kidnapping, etc.) end up being cleared by the Haitian justice system in exchange for the payment of millions of dollars. One example is the case of the young son and daughter of the Moscoso family, who were taken hostages by a team of kidnappers led by Clifford Brand, a member of a rich merchant family. In-laws of Kenneth Merten, former U.S. Ambassador to Haiti, the PNH was able to find quickly the kidnappers, whose entire team was identified, as well as its leader. Mr. Brandt and his allies in the crime are still serving their sentences.

It is not to be expected that the Americans, as in the case of Moscoso, will become meaningfully involved in this new criminal case, as Eric Jean-Baptiste is not a U.S. citizen or has close relations with U.S. diplomats. One should not ignore the fact that notwithstanding all of these assassinations, which have been perpetrated in Haiti, the American administrations have used their influence for other things, rather than to combat state crimes.

More and more, the idea, mentioned a thousand times, of the mafia at the helm of the Republic is confirmed. The resolution of the crime, of which the RDNP leader is a victim, and all the others perpetrated before, necessarily involves the degangterization of the public administration. Insofar as the international community (all the major capitals) remains attached to keeping Ariel Henry in office, even with an interim Government resulting from the various agreements found or to be found, the resolution of all these crimes will remain where they were, relegated to the Greek calendars. The Haitian people must give themselves the means to manage the criminal files with political overtones that have multiplied over the last thirty-six years.

HAITI OBSERVATEUR
Haiti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION
HAÏTI
CANADA
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
ÉTATS-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CARAÏBES ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

tout en n'ayant pas accompli la tâche principale pour laquelle il a été choisi. Comme Ariel Henry, qui enfonce le pays dans le chaos, mais qui prend le Blanc pour abri les membres de cette structure se fait dépendants de la FIFA pour faire disparaître le football des jeunes dans le pays et envoyer au placard des milliers de joueurs de football mis dans l'impossibilité de pratiquer leur art depuis tantôt deux ans.

Dans les deux cas, il est impératif que les victimes fassent entendre leurs voix, pour changer la donne. Il est évident qu'aujourd'hui, Ariel Henry et son équipe gouvernementale, ont mis le pays à genoux. La réalité, sans équivoque, n'est pas sous contrôle. Du côté du pouvoir en place, il n'y a jamais eu une volonté de travailler au bien-être du plus grand nombre. Le locataire de la primature n'a accordé aucune importance aux forces vives du pays. Les différentes propositions, qui ont été faites, pour remettre le pays sur les rails n'ont pas été entendues.

Aujourd'hui, c'est le règne de l'impunité, de l'assassinat, du kidnapping et surtout de la suprématie des gangs, qui dictent leurs lois effrontément. Les malfrats élargissent non seulement leur territoire, en multipliant les zonez de non-droit, mais aussi décident, avec la complicité des hommes politiques et d'affaires, le rythme de fonctionnement du pays. Et nous voici aujourd'hui, coincés de toute part, sans pouvoir vaquer librement à nos activités ; et nos enfants sont contraints de rester à la maison, bien que le début de l'année scolaire 2022-2023 soit décrété ouvert. Donc Ariel Henry et son gouvernent ont échoué. Il n'y a aujourd'hui aucune possibilité de cohabitation avec ce gouvernement, qui doit tirer sa révérence, selon la population haïtienne. Malgré les manifestations, pacifiques et violentes, qui ont été déclenchées, Ariel Henry et son gouvernement sont encore en poste, parce que bénéficiant du support du Blanc.

Pour le Comité de normalisation, la lecture n'est pas différente, il a simplement échoué. Depuis plus d'un an, il n'y a plus de football de jeunes dans le pays, celui, local est à l'arrêt, mettant les sélections aux abois, les joueurs et les entraîneurs au chômage, l'environnement du football haïtien dévasté. Le Comité de normalisation n'a pas pris en compte les propositions des Clubs de la solidarité, il agit dans l'opacité la plus totale, et ne donne aucun rapport sur sa gestion, en sus de n'avoir absolument rien fait, au cours de cette année 2022 pour organiser l'élection, en vue de l'arrivée d'un nouveau Comité exécutif à la tête de la FHF. Au mépris des dirigeants de Clubs, il a le soutien de la FIFA et probablement a déjà demandé à son « *Blanc* » une prorogation de son mandat. Quelle honte !

Le pays doit inévitablement s'affranchir de la domination du « *Blanc* » pour frayer son propre chemin et prendre la voie du développement durable. Le football haïtien doit sortir de la dépendance économique de la FIFA pour devenir autonome. L'affranchissement du pays et du football de la domination des puissances étrangères passe nécessairement par l'avènement d'hommes et de femmes nouveaux ayant le sens de responsabilité et habités par la volonté de servir leur pays. Le Blanc, de son côté, doit devenir un partenaire avec lequel on discute, on échange, on négocie, mais plus jamais un décideur. La FIFA doit également devenir, pour le football haïtien, un associé jouant son rôle de garant de ses associations membres, non un tyran qui agit comme bon lui semble, à partir de ses propres lois sans tenir compte des réalités locales de ses associations. Parce que, de toute évidence, l'ingérence du Blanc dans la vie politique d'Haïti n'a fait que fissurer le tissu social, déchirer les liens sociaux et polariser l'échiquier politique. L'intervention de la FIFA dans le football haïtien, en 2020, au mépris le plus flagrant des membres du Comité exécutif d'alors et des dirigeants de Clubs, a replongé le football haïtien dans ses moments les plus sombres. En somme, les agissements du Blanc, en Haïti, que ce soit dans la politique ou dans le football, ont fragilisé davantage la situation, au lieu de l'améliorer.

Tout compte fait, notre vulnérabilité de peuple nous oblige à développer des relations de toutes sortes, par rapport aux pays étrangers. Certes, Haïti, a besoin de l'appui de la communauté internationale pour l'aider à se construire et à reprendre en main son destin de peuple libre, précurseur de la liberté pour tous. Néanmoins, il revient aux dirigeants du pays (les élites) de mettre de côté leurs intérêts mesquins pour privilégier les ceux, supérieurs, de la nation. Dans le cas contraire, l'état de pourrissement dans lequel nous nous retrouvons, aujourd'hui, sera comme un cadavre en décomposition, qu'il faut, à tout prix, inhumer. Le football haïtien est beaucoup trop dépendant de la FIFA qui dispose d'un droit de veto, comme ça lui chante.

En clair, la Fédération haïtienne de football n'a pas les moyens financiers pour développer sa discipline à grande échelle, dans le pays, il lui faut, à tout prix, l'appui conséquent de l'État pour y arriver. Dans la lignée de ce qui doit être fait, pour redonner au pays une image digne de son histoire et permettre au football de redorer son blason, nous sommes confrontés à l'urgence du temps. L'urgence pour la politique, de mettre les gangs hors d'état de nuire et de restaurer l'autorité de l'Etat. Le football également est en état d'urgence. Il faut nécessairement lui redonner la place qu'il occupe dans le cœur des joueurs, des entraîneurs, dirigeants et supporteurs, en relançant les activités sportives. En somme, il faut obligatoirement que d'autres dirigeants succèdent au Comité de normalisation, pour conduire la famille du football vers les élections devant aboutir à la prise en charge du sport roi par un Comité exécutif élu.

R.S.

Suite de la page 16

ntraînement, équipements et uniformes, bien que l'État haïtien tardait à livrer sa contribution pour laquelle un budget détaillé a été soumis, pourtant aucun des sus dits engagements n'a été respecté La FHF, depuis 2018, a fait démarrer ces académies d'élite aux prix de grands sacrifices, et les premiers résultats avaient suscité de grands espoirs de voir Haïti devenir un grand exportateur de talents vers les grands places et marchés lucratifs de football d'Europe et d'Amérique du Nord, voire même d'Asie, pour placer des potentiels partout des jeunes et créer la richesse pour de nombreux jeunes haïtiens faisant ainsi du football un puissant facteur de lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans ce pays où tous les jeunes sont condamnés à végéter dans la misère, dès leur naissance de par leur origine sociale.

L'école primaire- secondaire Camp Nous de la FHF, qui avait atteint un taux de réussite presque à 100 %, de réussite, aux examens officiels, à Croix des Bouquets, fermée dès juin 2020 et les 30 profs, déjà impayés, ont été révoqués depuis cette date. Jusqu'à présent, ces jeunes venant tous de milieux très défavorisés, et qui ont encore leur dossier à la FHF, ne peuvent donc même pas s'inscrire pour aller à l'école, depuis ces années où ils ont été renvoyés. Tous les fonds de la FHF dilapidés, sans justification aux Clubs, car aucun audit n'a été réalisé, malgré l'insistance et les requêtes des organisations affiliées. Des joueuses internationales, en France, qui recevaient le support de leur Fédération, n'ont plus aucun soutien. Aussi, la plupart sont-elles négligées et oubliées, sombrant dans une grande souffrance.

Trente-quatre joueuses internationales, qui constituaient l'ossature de l'Équipe nationale, ont tellement maltraitées, injuriées, menacées et humiliées par lessbires, avant d'être contraintes, n'ayant d'autre choix, d'émigrer, à 18, 19, 20 et 21 ans, vers les USA chercher leur survie, alors que presque toutes avaient signé des contrats avec des clubs français et portugais, attendant la fin du pic de la pandémie pour s'en aller dans leur club respectif. Mais étant chassées du centre et obligées de s'expatrier, sans aucun soutien de leur pays, depuis lors, donc aux abois, car c'est le cas de le dire, envoyées dans la souffrance aux USA. Leurs études arrêtées, et surtout aucune concrétisation des belles promesses de l'État, après la qualification de ces jeunes joueuses, au Mondial féminin. France U-20, en 2018 (une maison neuve... bourse d'études, subvention financière et assurance-santé aux parents... Tout cela oublié par l'-État. Pire, les jeunes ayant disputé le Mondial U-17, à part les deux placés à Strasbourg, en France, ces jeunes de grands talents, très sollicités et déjà engagés dans les académies de Milan, Celtic, Glasgow et attendant la levée des restrictions COVID pour entamer une carrière en Europe, eux aussi renvoyés du Centre, après leur participation au Mondial brésilien U-17, en 2019, sont dans les rues, à Miami, la plupart maigres jusqu'aux os, dans les champs agricoles, en Floride. Aucune équipe d'Haïti, dans le passé, n'avait jamais vécu de si belles expériences, ayant même joué une Coupe d'Europe, avec deux victoires sur la Roumanie, chez elle, une victoire sur Chypre, et un grand match contre la Russie. Même situation pour nos joueuses U-20 ayant eu le bonheur de se mesurer à de grandes équipes féminines du monde, comme la Chine, le Japon, la Corée du Nord, la France, le Mexique, le Gabon. Nos garçons et nos filles, U-20 er U-17, ont eu bonheur de jouer au tournoi des espoirs de Toulon et à la Sus Ladies Cup, à Marseille, en plus des matches de haut niveau, à Paris. Voilà où en étaient nos sélections de jeunes d'Haïti, avec ces tournées, deux années de suite, en Europe.

Tous les entraîneurs nationaux révoqués et impayés; tous les managers des compétitions de la FHF révoqués et impayés; dilapidation du Stade national Sylvio Cator, en ruine, donc délabré; abandon du Centre FIFA Goal, aux halliers, devenu un parc à bestiaux, à Croix-des-Bouquets; les conseillers techniques régionaux CTR et les 250 éducateurs des académies régionales FIFA/FHF de province révoqués et non payés.

Par contre, des salaires mirobolants insultants, face à la misère du peuple, brusquement aux membres de facto. Après plusieurs correspondances, d'abord au Comité de normalisation, baptisé « *comité de malédictions* » par les clubs, d'abord à la FHF, puis la FIFA et à la CONCACAF. Et constatant qu'à l'approche de la fin de leur mandat de deux ans, le 30 novembre 2022, donc dans presque un mois, qui leur a été donné par la FIFA, qu'aucun point de l'agenda assigné n'a été accompli, souffrant de l'état de misère grave dans lesquels sont tombés ceux qui vivaient du football (environ 300 000 footballeurs et footballeuses, environ 400 entraîneurs), autant d'arbitres, plus de 500 officiels et délégués de supervision de compétition, sans compter des milliers de gens du petit commerce, l'état désastreux des sélections nationales rassemblés, malades, face aux insultes, et humiliées proférées à plusieurs joueurs de l'Équipe nationale A masculine, réunis à la va vite, des fois avec au mieux trois à quatre jours d'-entraînement, des fois même, sans préparation aucune et constatant que rien n'est fait pour stopper cette descente aux enfers, la majorité des clubs du pays, réunis au sein de leur regroupement Solidarité des Clubs affiliés, a décidé d'organiser une démonstration publique pour sensibiliser les autorités du pays, celles des instances internationales, dont Haïti est membre, donc la communauté mondiale du sport roi, afin d'exprimer leur ras le bol, afin d'arriver à un arrêt de la dégringolade d'un football centenaire, due à l'incompétence et à l'action et l'inaction de ces apatrides placés à la tête de notre football, et qui, forts du support des autorités internationales, ont tout fait pour amener, en moins de deux ans, le football de notre pays au plus bas. Même le Stade national, modernisé il y'a peine deux ans, est délabré et exploité, sans vergogne, comme dépôts de marchandise et de détritus.

Deux « sit-in » ont été ainsi organisés, l'un, à Miami, devant le siège de la CONCACAF, qui est l'extension régionale de la FIFA, le mardi 18 octobre, dans le but de remettre un document faisant part de leur mécontentement, aux autorités de football. C'était important, d'autant qu'il

Suite en page 13

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 13

Suite de la page 12

y'a peine deux ans, le 17 janvier 2020. La CONCACAF elle-même organisait une cérémonie, un gala, en présence des délégués des 41 fédérations membres, pour féliciter spécialement Haïti pour ses succès sportifs, et surtout pour l'excellence de sa gestion financière et ses succès sportifs. Notre pays, devenant, par les brillants résultats de ses équipes nationales, la quatrième nation classée tête de série, no. 4 sur les 41 pays de la région, après USA, Mexique et Canada, comme les trois premiers, et, de fait, et dispensant nos équipes nationales des tours préliminaires des compétitions mondiales de la région. Et donc dispensé désormais de disputer les phases préliminaires des compétitions internationales, entrant directement dans la dernière phase finale qualificative.

Des pancartes très expressives : Nous ne voulons pas dece Comité

Ces deux sit-in avaient pour objectif de signaler, autant aux instances internationales, à la population nationale imbibée dans misère et ainsi qu'à la communauté mondiale l'état dans lequel les trois dirigeants, qui ont manigancé un complot odieux parachutés sans réfléchir et mis en place Monique André, Carlo Marcelin et un intrus venu d'Europe n'ayant aucune attache au pays, puisqu'il vivait en Belgique, et, encore moins, avec le football haïtien, qui ont détruit toutes les structures mises en place. Pourtant celles-ci avaient permis à Haïti, depuis dix ans, de, malgré les malheurs du pays, monter haut dans la hiérarchie internationale du football.

Les délégués des clubs du pays devant les bureaux de la FHF

Les anciens joueurs internationaux, de nombreux dirigeants de clubs, surtout de la capitale, qui ont tenu à exprimer leur douleur pour la destruction du football du pays, aussi le football d'élite que les structures de formation et de développement, au point que le cri unanime pour la FIFA était de ne pas détruire ce que vous avez grandement contribué à mettre en place, avec l'apport d'acteurs dévoués et passionnés du foot et maladivement attachés à leur pays et au sport.

Des slogans qui parlent fort

Les Clubs, malgré le climat délétère dans le pays, ont tenu à exprimer leur grande déception, certains estimant que l'absence du football dans le pays compte beaucoup pour la dégradation grave du climat général. Ainsi, dans cette « *piquette* » les Clubs ont exprimé leur désarroi, et surtout signalé, à l'attention du monde entier, leurs revendications, et ce que des soit disant haïtiens, mais plutôt des Konzé, **ont détruit leur football**, revendications exprimées á travers de nombreux slogans écrits sur des pancartes, qui en disent long, et qui expriment le ras le bol de la famille du football haïtien, pour dénoncer l'incompétence, le laxisme, l'irresponsabilité et l'-immoralité de certains Haïtiens, porteurs de passeport étranger des membres du Comité de normalisation et réclamer la révocation pure et simple, en tout cas, leur non reconduction à la tête de notre Association pour s'enrichir et s'en aller dans leur pays d' adoption. Tout ceci, pour dire à ces organisations internationales d'ignorer les mensonges fabriqués par ces deux membres restants du Comité de normalisation, Monique André, Yvon Sévère et même le secrétaire général Carlo Marcelin, pour incompétence, immoralité, trahison, diffamation, corruption, en sus d'assassiner la bonne marche du football haïtien. Autant dire, la famille du football se met debout et s'oppose à toute prolongation du mandat des membres de ce Comité de normalisation de la Fédération haïtienne de football placée par la FIFA depuis le renvoi scandaleux des treize (13) dirigeants restants du Comité régulièrement élu, en décembre 2020, après les bannissements scandaleux du Dr Yves Jean-Bart et de l'ingénieur Rosnick Grant, sur des mensonges éhontés, pour arriver à l'installation de cette structure moribonde et incompétente qu'est ce Comité de normalisation dont le mandat arrive à terme. C'était prévisible qu'en renvoyant le Comite à peine élu la même année, en 2020 et révoqué donc peu après, il est important de souligner que les treize autres dirigeants élus et révoqués par la FIFA étaient tous des présidents des Clubs phares du pays et venaient des dix départements, une vision d'avancer dans la construction ultime d'un football encore plus décentralisé demandé par tous depuis toujours. Révoquer les responsables des grands Clubs de la nation, pour les remplacer par des gens extérieurs au football, était une grave maladresse dans un pays divisé où le football est la première institution vraiment décentralisée, fruit d'une vraie révolution réalisée aux prix des grosses luttes. de 1986 (départ des Duvalier) jusqu'à 2000, avec le projet révolutionnaire du « *Football se prend en charge* », qui a amené les progrès de ce sport en Haïti, nous ramenant à une époque révolue où tout dans le football se décidait dans les cercles politiques du Palais national, cette époque où, jusque les titulaires de l'équipe nationale, jusque même les titulaires de l'équipe nationale étaient choisis au Palais national. C'est donc une grave humiliation, très très grave, donc cette humiliation infligée aux Clubs les plus importants du pays en humiliant leurs dirigeants et les remplacer par des gens parachutés, eux-mêmes créant le complot portant la FIFA, qui n'avait envoyé aucun enquêteur sur place, en Haïti, pour investiguer les mensonges que Monique André avait fabriqués er inventés de toutes pièces, parce que ses dirigeants collègues n'étaient pas d'accord pour appuyer et donner un support écrit dans sa folie d'-être ou de se porter candidate, donc devenir dirigeante de Comité de la CONCACAF et de la FIFA, lui faisant comprendre qu'Haïti est un pays au passé glorieux, qui n'a pas le droit d'encourager la sinécure, en la personne de gens n'ayant aucune compétence ni passion pour le jeu, on ne sait pourquoi. Rappelons que, depuis la nomination du Comité de normalisation, voilà déjà deux ans, le Centre de formation Camp Nous est fermé avec le renvoi de 900 footballeurs et footballeuses de nos Sélections juvéniles toutes catégories, des professeurs de l'école classique et des entraîneurs, laissant en désarroi des centaines de parents pauvres de ce pays pour changer l'avenir qu'il prétendait leur réserver, à cause de leur naissance pauvre. Depuis ces deux ans, les compétitions nationales sont mises en veilleuse. Des représentants de Clubs D-1, D-2 et D3, et des gloires du football national, comme l'ex-international Eliphène Cadet, l'entraîneur et le gardien Ernst Jean-Baptiste (dit à la plage) ont accompagné les principaux responsables de la solidarité des Clubs, la méga-star de la musique haïtienne, le chanteur vedette Léonard Tout-Puissant, président de Arcahaïe Football Club (Izolan), Eveno Destin, président de Cosmopolites FC, pour la remise, au local de la FHF, d'un document destiné au Comité de normalisation, á la CONCACAF et á la FIFA, pour que revive le football haïtien, dans les dix départements géographiques du pays.

J.B.

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 14

LES AGENTS DE L'INSÉCURITÉ TOUJOURS À L'ŒUVRE

Les vols internationaux risquent d'éviter le ciel d'Haïti

Le déploiement d'une force militaire internationale dans l'impasse

Suite de la page 2

sécurité omniprésente, en Haïti, se traduisent en arrêt de travail des aiguilleurs membres de ce syndicat. Ce danger est d'autant plus possible que ce phénomène a provoqué le désengagement de plusieurs ambassades accréditées au pays, qui ont évacué temporairement leurs personnels, en République dominicaine. Parmi celles-ci on peut signaler le Canada, les États-Unis, le Japon, la Banque mondiale, pour ne citer que ces dernières.

Les gangs armés toujours aux commandes

Les gangs armés n'ont pas mis fin à leurs activités criminelles, les kidnappings continuent, ainsi que les braquages, en sus du fait que les affrontements inter-bandes armées n'ont pas eu de trêve. Cela signifie qu'aucune amélioration de la crise humanitaire et le contrôle par le G-9 de Jimmy Chérizier, alias Barbecue, de l'entrée au Terminal Varreux ne s'est pas produite. Donc, rien n'a changé dans la situation qui avait porté Ariel Henry à solliciter l'intervention militaire étrangère dans le pays.

Toutefois, il semble que les États-Unis et le Canada soient à pied d'œuvre, dans la recherche d'une formule d'aide à la Police nationale, qui persiste à faire du sur-place, par rapport à ses dispositions envers les malfrats.

Suite à une visite du secrétaire d'État américain Anthony Blinken, au Canada, pour des rencontres avec son homologue canadien, Mélanie Joly, en vue de discussions sur des sujet d'intérêts communs, notamment sur la crise haïtienne, spécifiquement autour de la question du déploiement d'une force militaires internationale dans ce pays, aucune réponse n'a encore été trouvée. Les États-Unis continuent de presser son allié du Nord de prendre la direction d'une telle force, mais les Canadiens hésitent à accepter une telle responsabilité.

Aux dernières nouvelles, Mme Joly avait annoncé l'envoi d'une délégation canadienne, en Haïti, afin d'évaluer les besoins de la PNH, histoire de prendre de bonnes décisions, par rapport à la qualité de l'aide à fournir.

D'aucuns pensent que toutes ces va-et-vient orchestrés par la Mison Blanche donne l'impression que les Américains tournent en rond, temporisant avec la situation, attendant que les élections américaines du 8 novembre prochain aient lieu, avant de prendre la décision qui s'impose.

L'importation de mangues haïtiennes, aux États-Unis sera la grande victime de l'insécurité. Car les autorités américaines concernées ont annoncé que ce fruit haïtien, très prisé par les Américains, ne sera plus admis. Cette décision prend effet en janvier 2023.

Si l'administration Biden s'éloigne d'une décision impliquant l'intervention d'une force dirigée par les Américains en Haïti, il est fort possible que soit trouvée la solution recherchée, une fois tenu le scrutin du mi-mandat. Des observateurs pensent que l'hésitation américaine à opter pour un déploiement de troupes étrangères, tel que souhaité par Ariel Henry, quel que soit le pays qui accepte d'en prendre le leadership, s'explique par le souci d'un revers électoral pour le Parti démocrate, la semaine prochaine.

Dans cet ordre d'idées, la plupart des analystes croient que le pays appelé à diriger la force d'intervention internationale sera vite connu, une fois ces élections tombent dans le passé.

L.J.

HAÏTI-RELIGION

Le Père Luc Philogène est encore vivant, et bien vivant !

Suite de la page 5

en anglais et en créole. L'un des co-célébrants était le Père Arsène Jasmin, aujourd'hui pasteur de la Paroisse Sainte Claire de La Route des Frères, en Haïti, qui avait précédé le Père Philogène, voilà environ une dizaine d'années, à la tête des églises catholiques de la capitale américaine. En quel beau et bon créole, le Père Jasmin n'a-t-il pas parlé, depuis l'autel de l'église, pour rendre hommage à Dieu pour le miracle qui nous valait d'être ensemble, pour dire tout le bien qu'il pense de Père Philogène, et trouver les illustrations bibliques et les proverbes créoles qu'il fallait « *pour l'édification commune de nos âmes* » ! Quels exemples de vie en communion avec Christ n'a-t-il pas prêchée pendant seulement 5 minutes, pas plus, qu'il a occupé la chaire ! Et quelle preuve de religieux convaincu et convaincant n'a-t-il pas offerte aux yeux de toute l'assistance, apparemment assoiffée de la parole divine, à une conjoncture si délicate de la vie nationale, où notre conviction chrétienne est mise à rudes épreuves à tous les instants, jour après jour, et nuit après nuit?

Quant au Père Philogène, le miraculé chanceux et tout-à-fait reconnaissant, qui n'avait pas cessé de dire, lorsqu'il était à l'hôpital, qu'il était prêt pour le voyage final si c'était la volonté de Dieu, il a prononcé un sermon

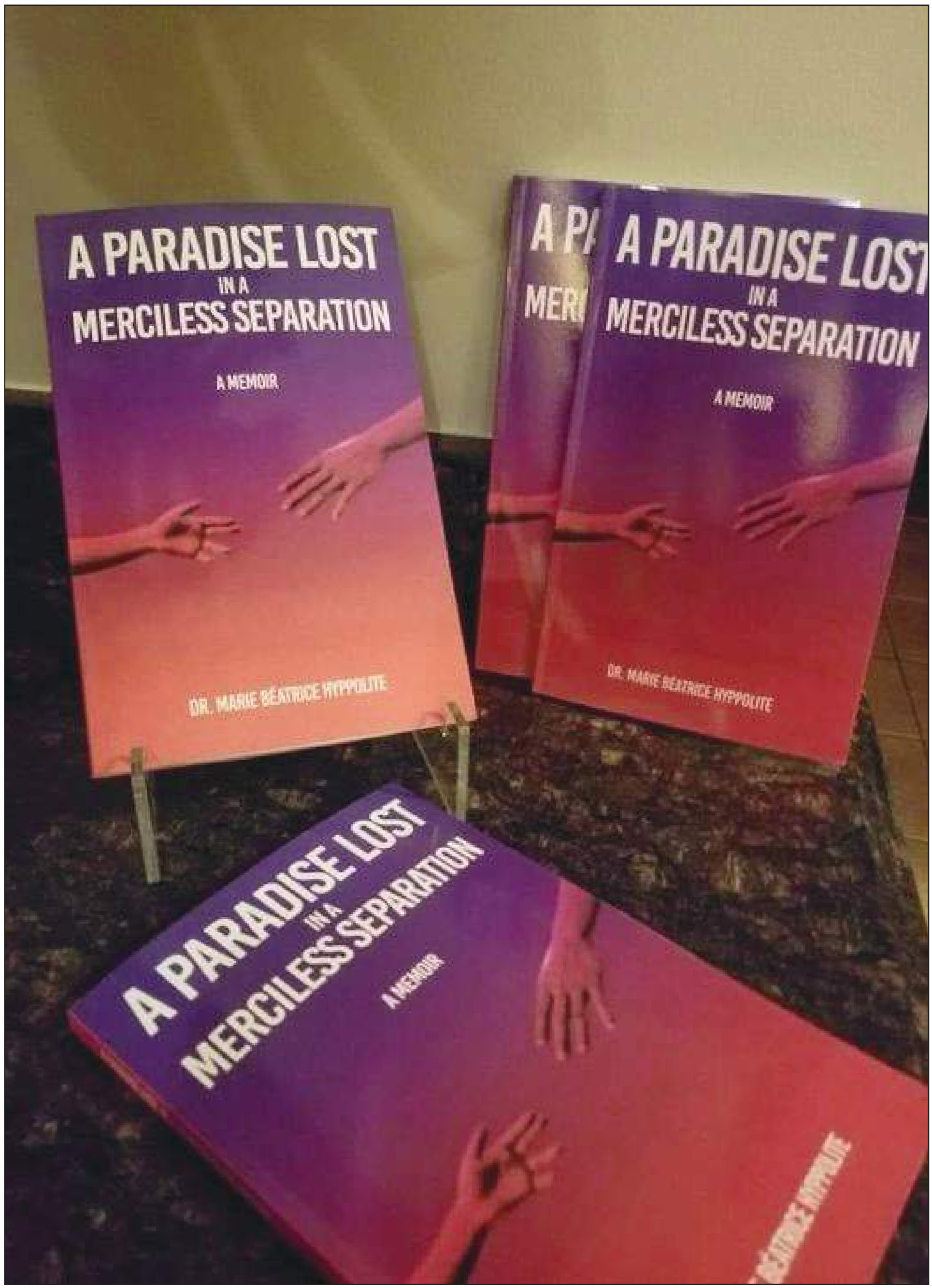
(Une fidèle, Immacula Joseph, apportant des offrandes au Seigneur.

où, ignorant volontiers « *sa petite personne* », il a parlé pendant longtemps et davantage de sa gratitude envers le Cœur Sacré de Jésus, envers « *Manman Marie*», comme il a, maintes fois, répété, envers ses frères prêtres et les fidèles réunis en contrition évidente, dont les cris montés aux cieux lui valent d'être encore vivant, avec nous, afin de poursuivre son ministère pour le bien-être spirituel, intellectuel et matériel de ses ouailles et pour la gloire du Seigneur. Amen !

Mentionnons également la participation de l'Équipe « *Solèy Lafwa* », dont Père Luc et Père Pierre Marie font partie, venus en droite ligne d'Haïti pour animer la cérémonie en une harmonieuse alternance avec les chorales de l'église locale placées sous la direction du maestro Arnold Joseph. La couverture médiatique électronique, en direct sur Facebook et *Youtube*, était assurée par la *webmastress* Danick Pierre-Louis, amie personnelle du Père Philogène, venue de Boston pour la circonstance. Grace à ses apports techniques, professionnels et attentionnés, tout le contenu de la cérémonie était capté pour les ondes, afin d'être relayé en direct par Radio Télé Altagrâce, Radio Télé Pain Vivant et *Solèy Lafwa.*

**Lyonel D. Desmarattes,*
Journaliste/académicien/Créoliste engagé
Agent du développement de la Bibliographie créole
Washington D.C, le 17 octobre 2022.

Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 15



Jounal 2 - 9 novembre 2022.qxp_HO 11/2/22 4:20 AM Page 16

Sports

Comprendre la posture du Comité de normalisation, à la lumière du jeu politique vicieux du gouvernement haïtien

Par Ricot Saintil

La situation dans laquelle se trouve Haïti, où les acteurs politiques n'arrivent pas à prendre de la hauteur pour trouver une solution haïtienne à la crise multiforme qui détruit de façon vertigineuse le pays, n'est pas différente de celle qui ronge le football haïtien, en grande difficulté depuis sa prise en charge par le Comité de normalisation, c'est à dire depuis janvier 2021. La ressemblance est frappante ! Ceux qui sont au pouvoir, en Haïti, depuis l'assassinat de Jovenel Moïse, ne voient pas la nécessité d'agir avec les acteurs de l'opposition pour aborder ensemble, de manière sereine, les grandes préoccupations de l'heure. Ils se cachent derrière le « *Blanc* », qui les soutient pour garder le pouvoir, sans aucune volonté manifeste de freiner la machine infernale de l'insécurité, de rendre disponible le carburant dans les pompes, d'assurer la réouverture des classes et de travailler pour un retour à l'ordre constitutionnel.

En effet, de la même manière, les responsables de la Fédération haïtienne de football (FHF), n'estiment pas nécessaire de s'asseoir avec les dirigeants du football haïtien pour la reprise des activités sportives dans le pays. Ils se cachent derrière la FIFA, qui les a nommés, jouant l'usure du temps, sans accomplir la mission pour laquelle ils ont été choisis, se disant probablement, que leur mandat sera prorogé.

Ces deux lieux de pouvoir sont traversés par une logique de dépendance, par rapport au « *Blanc* » et par un mépris pour les acteurs, pour et avec lesquels ils sont censés agir. Résultats : le pays s'enfonce dans le chaos, avec la prolifération des foyers de gangs, des assassinats et exécutions sommaires, le football, pour sa part, est à l'arrêt sur tout le territoire national, et certains dirigeants passent désormais à l'offensive, à travers des sit-in, pour dénoncer les actes de corruption de la structure de normalisation et exiger de la FIFA de ne même pas oser penser au renouvellement de mandat des membres du Comité de normalisation. Ainsi, plusieurs questions s'imposent, les Haïtiens sont-ils capables d'agir seuls ? Peuvent-ils se mettre ensemble, au nom des intérêts supérieurs du pays ? A la lumière du travail du Comité de normalisation, essayons de comprendre ces interrogations.

Les Haïtiens, dit-on, sont victimes de la « *blancomanie* », ils ont la phobie du Blanc. L'histoire d'Haïti est traversée par une relation de dépendance, par rapport à l'étranger, orchestrée par les plus hautes autorités de l'Etat. Ces dernières années, les responsables de l'Etat haïtien tirent leur pouvoir des « *Blancs* «, pour lesquels, ils agissent au détriment de la population haïtienne. L'avènement du PHTK, à la magistrature suprême de l'Etat, a consacré l'ingérence à outrance de l'impérialisme dans la vie politique du pays, qui s'arroge le droit de designer nos dirigeants, en dehors de tout cadre légal. Gérard Latortue, en 2004, et Ariel Henry, en 2021, sont des exemples vivants. Le premier est sorti de nulle part et s'est retrouvé comme Premier ministre tout puissant de la transition de 2004. Le deuxième, Ariel Henry, certes, nommé par Jovenel Moïse, avant d'être assassiné, a bénéficié d'un simple tweet de Helen Meagher Lalime pour le confirmer comme chef du gouvernement. Dès lors, sans mandat, il dirige le pays, au détriment des intérêts supérieurs de la nation, son mandat, il le doit aux Blancs, non aux Haïtiens. Le support de celui-ci devient, depuis quelques temps, une armure de protection pour les dirigeants qui n'ont de compte à rendre qu'aux personnes pour lesquelles ils sont censés travailler.

Cette même logique d'action influence le football haïtien, depuis tantôt deux ans. Le Comité de normalisation nommé et mandaté par la FIFA, au lieu de travailler conjointement avec les dirigeants des clubs de football, pour le bien des joueurs et du jeu, décident de jouer au plus malin, réduisant le football local à sa plus simple expression et surtout

Suite en page 12

MOBILISATION POUR RELANCER LE FOOTBALL HAÏTIEN

SIT- IN DEVANT LA Fédération haïtienne de football

Par Jacques Brave

Mardi 25 septembre 2022 s'est tenu, après le premier sit-in de Miami, une autre démonstration du ras le bol de la famille du football, le deuxième de la solidarité des Clubs devant le local provisoire de la Fédération haïtienne de football (FHF), à Delmas 60, à Musseau, que celle-ci. Sans même l'aval du Congrès des Clubs, se demandant pourquoi cette location, on s'imagine à prix d'or, pourquoi faire, puisqu'on ne joue plis au football en Haïti, depuis 2020.

Forêt de pancartes très explicites devant le local de la CONCACAF, à Miami, le 18 octobre 2022.

Le Comité de normalisation, placé, depuis deux ans, par la FIFA, a sonné le glas du sport roi en Haïti. Pourquoi ce choix par la FIFA, d'autant plus que le Comité exécutif vient d'être installé, donc on renvoie les membres qui sont novices, et histoire bizarre, on reconduit, donc on récompense la soit disant responsable du football féminin, et surtout le secrétaire général qui, en principe, est le responsable de la bonne marche de son administration. Si l'on se pose la question courante qui a profité du crime ? Et depuis ces changements, la catastrophe, un bilan nul.

Un football détruit

Aucun match officiel national ou international dans le pays, depuis trois ans: aucun championnat local officiel depuis bientôt trois (3) ans; aucun rapport financier, voire d'audit indépendant, depuis ces trois années; toutes les sélections nationales démobilisées sans aucune préparation, et donc balayées, éliminées honteusement dans toutes les compétitions internationales, avant d'atteindre le carré final, donc les demi-finales, qui était le classement minimum que nos sélections atteignaient, lors des compétitions, ces derniers temps.

Instrumentalisation des sélections

Dans toutes les équipes nationales, dans lesquelles on revient à une politique « *muon Pa* » où sont exclus systématiquement tous les joueurs ou toutes les joueuses qui ne répondent pas au dictat et aux caprices des maîtres de la FHF, et donc doivent tout accepter sans maugréer, autant dire avaler la mauvaise gestion et l'absence totale de planification la plus élémentaire, vu que ce sont des comploteurs, notamment Peterson Désormeaux n'ayant aucune compétence, mais en récompense de leur allégeance, qui deviennent Team manager,„ médecin... mettant à l'écart toutes compétences qui ont grandi avec l'équipe.

Bilan désastreux

-Aucun cours d'arbitres ni d'entraîneurs. 800 jeunes futurs internationaux de Camp Nous en préparation depuis leur enfance, à 9 ans…10 ans, suivant accord avec leurs parents, tous renvoyés, jetés dans la misère, sans aller l'école, au grand dam de centaines de parents, des familles pauvres, qui avaient accepté de confier leurs enfants, dans l'espoir que le football allait façonner un avenir souriant pour eux. Le centre FIFA Goal hébergeait un nombre important de joueurs seniors des clubs affiliés logés au centre FIFA Goal et aux dortoirs du Ministère, contribuant à diminuer les charges énormes des dits clubs. Dix milles (10 000) enfants de 7-10 ans (garçons et filles) renvoyés et qui étaient engagés, après détection dans les 67 académies régionales FIFA-FHF installées dans les villes de province et en formation d'élite pour le haut niveau, afin de faire progresser et avancer le football haïtien. Toutes ces structures fermées depuis juillet 2020, alors que, suivant l'accord signé, en février 2016, avec l'État haïtien, et qui impliquait les ministères de la Santé publique, des Affaires sociales, de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports assurait la scolarité, un support nutritionnel, un suivi médical approprié, le paiement régulier d'une allocation aux entraîneurs. La FHF et la FIFA s'occupant de la formation continue des coaches, et surtout de la fourniture du matériel d'en-

Mobilisation devant l'immeuble logeant la CONCACAF à Miami, le 19 octobre 2022.

Suite en page 12